

---

---

## WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

### COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 1939

[C - 98/21298]

#### Arrêt n° 86/98 du 15 juillet 1998

Numéro du rôle : 1211

En cause : le recours en annulation des articles 11, 2° (partiellement), et 12 de la loi du 13 juin 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions », introduit par J. Lixon et autres.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, J. Delruelle, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. Objet du recours

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 1997 et parvenue au greffe le 9 décembre 1997, un recours en annulation des articles 11, 2°, en tant qu'il confirme l'article 68, § 2, alinéa 3, et § 5, de la loi du 30 mars 1994, modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, et l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, et 12 de la loi du 13 juin 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions » (publiée au *Moniteur belge* du 19 juin 1997) a été introduit par J. Lixon, demeurant à 6110 Montigny-le-Tilleul, rue de Gozée 657, G. Radermacher, demeurant à 1030 Bruxelles, avenue J. Stobbaerts 13, J. Smets, demeurant à 1040 Bruxelles, place des Carabiniers 10, M. Cuche, demeurant à 7322 Pommeroeul, place du Hautchamp 19, J.P. Couneson, demeurant à 7030 Saint-Symphorien, rue Antheunis 41, R. Lacus, demeurant à 1653 Tourneppe, Kerkstraat 147, et l'a.s.b.l. Fédération des préretraités et retraités, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue d'Arenberg 44/23.

#### II. La procédure

Par ordonnance du 9 décembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 19 décembre 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 30 décembre 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

- K.-H. Haddenbrock, demeurant à 51065 Cologne (République fédérale d'Allemagne), Holsteinstraße 6, par lettre recommandée à la poste le 27 janvier 1998;
- C. Reuterskiold, demeurant à 1310 La Hulpe, avenue Ernest Solvay 106, par lettre recommandée à la poste le 27 janvier 1998;
- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 4 février 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 24 février 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- les requérants, par lettre recommandée à la poste le 24 mars 1998;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 27 mars 1998.

Par ordonnance du 27 mai 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 8 décembre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 17 juin 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 28 mai 1998.

A l'audience publique du 17 juin 1998 :

— ont comparu :

- . Me J. Van Steenwinckel, avocat au barreau de Bruxelles, pour les requérants;
- . Me F. Lettany *loco* Me R. Tournicourt, avocats au barreau de Bruxelles, pour K.-H. Haddenbrock et C. Reuterskiold;
- . Me J.-L. Jaspas et Me K. Winters, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs R. Henneuse et M. Bossuyt ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. En droit

- A -

A.1. Préalablement à l'exposé des deux moyens invoqués à l'appui de leur requête, les parties requérantes décrivent les rétroactes des dispositions qu'ils contestent, tant sur le plan de l'évolution des textes que des diverses procédures juridictionnelles y relatives.

Pour sa part, le Conseil des ministres décrit le contexte général et particulier de la loi contestée, à savoir d'une part, le souci de réduire le déficit des finances publiques — notamment en ce qu'il hypothéquerait la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire — et, d'autre part, les menaces pesant sur le régime des pensions légales et l'idée de solidarité entre pensionnés qui sous-tend la retenue en cause.

*En ce qui concerne le premier moyen*

A.2. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6.1 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à cette Convention. Ce moyen est subdivisé en trois branches.

*En ce qui concerne la première branche du premier moyen*

A.3.1. Cette première branche du moyen allègue la violation, par les articles 11, 2<sup>o</sup>, et 12 de la loi du 13 juin 1997, des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6.1 et 14 de la Convention européenne précitée.

A.3.2. A la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme relative aux litiges portant sur des prestations sociales, tant le versement de la pension que la retenue en cause entrent dans le champ d'application de la notion de « droits et obligations de caractère civil » au sens de l'article 6.1 de la Convention européenne.

L'extension rétroactive du champ d'application de la retenue — aux capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 — et la validation des retenues illégales opérées, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996, par l'Office national des pensions violent le droit à un procès équitable et à l'égalité des armes consacré par l'article 6 précité : en effet, elles constituent une ingérence inacceptable du pouvoir législatif dans l'administration de la justice, dans le but d'influer sur le déroulement judiciaire des litiges dans lesquels l'Office national des pensions est partie. Il y a atteinte à la séparation des pouvoirs, à l'égalité des citoyens devant les cours et tribunaux, à la sécurité juridique et à l'égalité des armes entre les parties à un procès, sans que le traitement différencié qui en résulte pour certains justiciables ne soit raisonnablement justifié. Tant la Cour européenne des droits de l'homme que la Cour d'arbitrage ont déjà sanctionné de tels comportements.

A.4.1. A titre principal, le Conseil des ministres conteste l'applicabilité de l'article 6.1 de la Convention européenne en la matière, en ce que la jurisprudence européenne citée par les parties requérantes, selon le cas, manque de pertinence — étant relative non à la perception de cotisations sociales mais au paiement de prestations — ou est plus nuancée que ne le prétendent les requérants. Dès lors que la retenue en cause ne relève pas directement d'une participation à un régime de sécurité sociale, qu'elle se rattache à la catégorie d'obligation patrimoniale qui, selon la Cour européenne, « relève d'une législation fiscale ou fait autrement partie des obligations civiques normales dans une société démocratique » et ne met pas en cause les moyens d'existence des demandeurs, l'article 6 de la Convention européenne n'est pas applicable aux litiges y relatifs.

A.4.2. A titre subsidiaire, le Conseil des ministres souligne que la confirmation de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, opérée par l'article 11, 2<sup>o</sup>, contesté, était prévue par les lois d'habilitation de juillet 1996 et que, ce faisant, le législateur confirme la conformité de l'arrêté royal précité à la volonté du législateur. L'examen de la jurisprudence de la Cour établit qu'il n'y a pas de principe général condamnant les validations législatives, l'examen des objectifs poursuivis par le législateur devant chaque fois être fait au cas par cas.

Il est relevé que la Cour tient compte, lors de cet examen, de l'insécurité juridique résultant d'appréciations divergentes par les juridictions de la légalité de l'arrêté, des nécessités du service public, des difficultés financières et administratives ainsi que de la nature des illégalités — de fond ou de forme — entachant l'acte validé. Après avoir fait le relevé des diverses procédures juridictionnelles, judiciaires et administratives, mettant en cause les arrêtés royaux des

28 octobre 1994 et 16 décembre 1996 ainsi que des différentes illégalités — de forme, de fond et sur le plan de la compétence — alléguées à l'encontre desdits arrêtés, le Conseil des ministres en conclut que « la jurisprudence a statué dans les sens les plus divers » et que ce ne sont pas des arguments de fond mais bien de procédure ou fondés sur l'incompétence du pouvoir exécutif qui ont été retenus.

Les motifs des validations législatives sont ensuite relevés. Il s'agissait tout d'abord de répondre à l'insécurité juridique causée par la « diversité des jugements et arrêts rendus ». Ensuite, d'éviter l'incidence budgétaire de l'obligation éventuelle de rembourser certaines retenues et l'hypothèque qu'un tel remboursement pourrait constituer pour l'entrée dans l'euro; est également avancé le souci de ne pas mettre en cause la viabilité financière des régimes légaux de pension. Il s'agissait enfin d'éviter de créer une inégalité entre pensionnés, certains obtenant le remboursement des sommes perçues et d'autres non. Selon le Conseil des ministres, ces motifs justifient la validation, par le législateur, des cotisations perçues entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996.

A.5. Selon les parties requérantes, aucun des motifs avancés par le Gouvernement lors des travaux préparatoires ne permet de justifier la discrimination alléguée au moyen.

Le souci de mettre un terme à l'insécurité juridique résultant de décisions juridictionnelles divergentes est contraire à la vérité, en ce que la jurisprudence est quasi unanimement favorable à la thèse des parties requérantes; en outre, l'illégalité de l'arrêté royal du 28 octobre 1994 résulte, pour la plupart des juridictions, non dans un vice de forme, mais bien de fond, à savoir le non-respect de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994. Les dispositions contestées créent elles-mêmes, au contraire, l'insécurité juridique, dès lors que la sécurité juridique implique que le contenu d'un droit et ses conséquences soient prévisibles au moment où un acte est posé par un sujet de droit.

L'argument tiré de l'incidence budgétaire d'un éventuel remboursement, et en particulier son incidence sur l'entrée de la Belgique dans l'Union économique et monétaire, n'est pas davantage crédible, tant en soi — le déficit ayant été réduit à 2,1 p.c. du produit intérieur brut, alors que le seuil d'entrée dans l'euro est fixé à 3 p.c. — qu'en raison de la modicité du remboursement au regard du budget de la sécurité sociale, évalué à 0,1 p.c. dudit budget. Il est relevé en outre que seule la partie irrégulière de ces retenues devrait être remboursée, à savoir les retenues relatives aux capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Enfin, il est souligné que les montants ainsi remboursés donneront lieu, dans le chef des bénéficiaires, à taxation fiscale et donc à récupération partielle desdits remboursements par l'Etat.

*En ce qui concerne les deuxième et troisième branches du premier moyen*

A.6.1. La deuxième branche de ce moyen est prise de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 de cette Convention, en ce que ces dispositions prohibent qu'une catégorie de citoyens soit privée d'un droit qui fait partie de leur patrimoine.

En instituant une retenue à l'égard des capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, les dispositions contestées portent atteinte au droit de propriété des requérants, dès lors que ces capitaux sont entrés dans le patrimoine des bénéficiaires après avoir subi, au moment de leur paiement, leur régime fiscal et parafiscal définitif.

A.6.2. La troisième branche du premier moyen est prise de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 6.1 et 14 de cette Convention.

Selon la Cour européenne des droits de l'homme, une créance constitue un bien au sens de l'article 1<sup>er</sup> précité dès lors qu'existe une espérance légitime de voir se concrétiser cette créance. L'intervention du législateur tend à priver les requérants de leur créance sur la partie de la pension retenue au titre de cotisation de solidarité sur les capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, retenue dont tant le Conseil d'Etat que les juridictions du travail tendent à reconnaître l'illégalité.

A.7.1. Le Conseil des ministres, à titre principal, conteste la compétence de la Cour pour connaître de ces deux branches, dès lors que, aucune discrimination n'étant établie, il est demandé à la Cour de se prononcer en réalité sur une violation directe de normes internationales.

A.7.2. S'agissant de la seconde branche, le Conseil des ministres conteste, à titre subsidiaire, l'existence même d'une discrimination. La prise en considération des capitaux versés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, et a fortiori ceux versés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, s'explique précisément par le souci d'assurer une égalité de traitement entre les différentes catégories de pensionnés.

A.7.3. S'agissant des deux branches, le Conseil des ministres, toujours à titre subsidiaire, conteste l'applicabilité de l'article 1<sup>er</sup> du Protocole additionnel.

S'agissant de la deuxième branche, est avancée l'absence d'atteinte à la propriété des parties requérantes. En effet, rien n'est prélevé sur les capitaux perçus par les pensionnés : ces capitaux sont seulement pris en considération pour établir l'assiette de calcul de la cotisation de solidarité, celle-ci n'étant due que si l'assiette dépasse un certain montant et n'étant pas due si le pensionné ne reçoit aucune allocation de pension.

S'agissant de la troisième branche, est avancé le fait que la créance en cause — portant sur des retenues effectuées conformément à la réglementation en vigueur — ne satisfait pas aux caractéristiques requises, au regard de l'article 1<sup>er</sup>, d'être une créance actuelle et exigible, née et établie; en outre, les pensionnés peuvent difficilement prétendre avoir une espérance légitime au regard du droit belge.

A.7.4. A titre plus subsidiaire, à supposer même que le législateur ait porté atteinte à la propriété ou aux espérances légitimes des pensionnés — quod non —, l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas violé. En effet, d'une part, la finalité de la cotisation relève de l'utilité publique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> de cette disposition et, d'autre part, la cotisation de solidarité litigieuse constitue une contribution que l'Etat peut instituer en vertu de l'alinéa 2 de la même disposition.

*En ce qui concerne le second moyen*

A.8. Ce second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution; il est subdivisé en trois branches.

*En ce qui concerne la première branche du second moyen*

A.9. La première branche allègue la discrimination opérée entre les bénéficiaires d'un avantage tenant lieu de pension complémentaire, selon que cet avantage a été payé sous la forme d'un capital avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 ou sous la forme d'une rente. Sont critiqués successivement les barèmes de conversion utilisés (A.10), l'absence de limitation de la durée de la rente fictive (A.11) ainsi que le report fictif de la date de paiement du capital à la date de prise de cours de la pension légale (A.12).

A.10.1. Les parties requérantes allèguent tout d'abord que l'utilisation, pour la conversion en rente fictive du capital, des barèmes en vigueur en matière d'accidents du travail dans le secteur public aboutit à des rentes fictives exagérées — de l'ordre de 10 à 20 p.c. — par rapport aux rentes réelles dont l'intéressé aurait bénéficié si son avantage ne lui avait pas été liquidé en capital. L'arrêté royal du 25 avril 1997 a substitué aux barèmes précités ceux applicables en matière d'assurance-vie mais uniquement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997, de telle sorte que la discrimination alléguée subsiste pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 30 juin 1997.

A.10.2. Le Conseil des ministres s'en réfère tout d'abord à l'argumentation développée plus haut pour justifier la validation des retenues antérieures opérées par les dispositions contestées.

Il justifie ensuite le choix originaire du régime de conversion applicable dans le secteur des accidents du travail (arrêté royal du 24 mars 1994) par le fait que cet arrêté royal était déjà d'application en matière de pensions; en toute hypothèse, il est relevé que le choix du mode de conversion, d'une part, relève du pouvoir d'appréciation du Gouvernement ou du législateur et, d'autre part, que ce mode de conversion ne défavorise pas les pensionnés bénéficiaires d'un capital par rapport à ceux bénéficiaires d'une rente.

A.11.1. Outre le système de conversion utilisé, les parties requérantes critiquent par ailleurs l'absence de limitation de durée de la rente fictive.

Dès lors que le capital tenant lieu de pension complémentaire est calculé sur le nombre d'années de survie probable de l'intéressé, c'est à juste titre que le législateur fiscal a limité dans le temps (selon le cas dix ou treize ans) la taxation de la rente fictive qui correspond audit capital, ce que n'ont pas fait les arrêtés royaux de 1994 et de 1996. L'article 13, 2°, corrige cette discrimination, mais seulement à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1997, de telle sorte que cette discrimination subsiste pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 30 juin 1997.

A.11.2. Le Conseil des ministres conteste, à titre principal, l'intérêt des parties requérantes, eu égard au fait que, durant la période litigieuse (du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 30 juin 1997), l'administration n'a effectué aucune retenue sur la base des capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981, à défaut pour elle de disposer d'informations sur les capitaux payés avant cette date.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres allègue l'absence de discrimination; le pensionné, dès lors qu'il choisit la capitalisation plutôt que la rente, prend librement un risque, ce choix s'avérant plus ou moins favorable selon sa durée de vie réelle par rapport à l'espérance de vie.

A.12.1. Les parties requérantes critiquent enfin le report fictif de la date de paiement du capital à la date de prise de cours de la pension légale, ce qui a pour effet d'augmenter sensiblement le montant de la rente fictive et donc de la retenue de solidarité. Cette discrimination a été corrigée par l'article 13, 1°, de la loi du 13 juin 1997, mais seulement à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1997, de telle sorte qu'elle subsiste pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 30 juin 1997.

A.12.2. Selon le Conseil des ministres, cette disposition compense le fait que, la retenue ne pouvant être opérée que sur la pension légale et non sur le capital, elle n'a pu être opérée dès le versement du capital.

#### *En ce qui concerne les deuxième et troisième branches du second moyen*

A.13.1. La deuxième branche de ce moyen allègue la discrimination qui serait opérée entre les bénéficiaires d'un capital d'assurance de groupe ou de fonds de pension payé après le 31 décembre 1996 et les bénéficiaires d'un capital payé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997. La troisième branche allègue quant à elle la discrimination opérée entre les bénéficiaires d'un capital versé après le 31 décembre 1996 et les bénéficiaires d'une rente réelle, lorsque le capital a été versé avant la prise de cours de la pension légale.

A.13.2. L'article 68, § 5, de la loi du 30 mars 1994, tel qu'il a été modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, que confirme l'article 11, 2°, contesté de la loi du 13 juin 1997, a institué un nouveau système, lequel consiste désormais en la perception d'une retenue sur le capital et non plus sur une rente fictive.

A.13.3. Alors que, dans ce nouveau système, la retenue portera sur l'intégralité du capital, les bénéficiaires d'un capital versé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 ne subiront la retenue que pour les mensualités à l'égard desquelles ils bénéficient effectivement d'une pension légale, celle-ci pouvant d'ailleurs être suspendue dans certaines circonstances (dépassement du plafond de revenus autorisé).

A.13.4. De même (troisième branche), lorsque le capital est payé avant la date de la pension légale, par exemple en cas de prépension, le bénéficiaire d'un capital subit-il la cotisation de solidarité sur l'intégralité du capital et lors de sa perception, alors que le bénéficiaire d'une rente réelle ne subira la retenue qu'à partir de la date de la pension.

A.14. Le Conseil des ministres souligne tout d'abord le manque d'intérêt des six premiers requérants.

S'agissant de la deuxième branche, il relève, d'une part, que le législateur a le droit de modifier une législation s'il le juge opportun et nécessaire et, d'autre part, que la différence de traitement est justifiée.

S'agissant de la troisième branche, il est allégué que les bénéficiaires d'un capital et les bénéficiaires d'une rente réelle sont des catégories objectivement différentes. Pour les premiers, une fois la cotisation retenue sur le capital, celui-ci n'intervient plus que pour la fixation du taux (0 à 2 p.c.) à appliquer sur leur seule pension légale. Pour les seconds, des retenues sont opérées dès la prise de cours de la pension légale, pour des raisons concrètes de perception, mais ce sans limitation dans le temps. La différence du montant total des retenues d'un système par rapport à l'autre dépendra de la durée de vie réelle du bénéficiaire par rapport à son espérance de vie : si la durée de vie réelle est supérieure à l'espérance de vie, la différence jouera pour les bénéficiaires d'un capital, et, dans le cas inverse, pour les bénéficiaires d'une rente.

#### *Mémoires de C. Reuterskiold et K.-H. Haddenbrock, parties intervenantes*

A.15. Pour ce qui concerne leur intérêt à agir devant la Cour, ces parties avancent toutes deux la procédure qu'elles ont introduites devant le Tribunal du travail de Nivelles; dans le cadre de ces procédures, l'Office national des pensions allègue les articles 11, 2°, et 12 de la loi du 13 juin 1997 pour justifier les retenues que ces parties contestent. L'annulation par la Cour des dispositions précitées aboutirait à l'obligation pour l'Office national des pensions de restituer lesdites retenues, ce qui fonde l'intérêt à intervenir de C. Reuterskiold et K.-H. Haddenbrock.

A.16. Quant au fond, les parties intervenantes allèguent qu'il résultait de l'article 68 originaire de la loi du 30 mars 1994 que les capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 n'étaient pas soumis à la retenue de solidarité. Combiné avec l'article 15 de la loi d'habilitation du 26 juillet 1996 — imposant au Roi le respect des droits acquis par les pensionnés avant l'entrée en vigueur de la loi précitée —, il s'ensuit que l'arrêté royal du 16 décembre 1996 ne pouvait étendre la retenue de solidarité à toutes les pensions et autres avantages, quelles que soient leurs dates de prise de cours ou de liquidation.

La confirmation, par le législateur, de cet arrêté illégal a pour effet de priver les citoyens du droit d'introduire un recours en annulation devant le Conseil d'Etat ainsi que du droit d'invoquer l'application de l'article 159 de la Constitution, et ce faisant de les priver de façon discriminatoire de garanties juridictionnelles essentielles.

Les justifications avancées par le législateur à l'égard de cette confirmation sont essentiellement d'ordre budgétaire, à savoir le souci d'éviter l'éventuelle obligation de rembourser certaines retenues. Une telle justification implique que le législateur reconnaît quant au fond le droit des pensionnés à la restitution desdites retenues.

A.17. Le Conseil des ministres conteste tout d'abord l'intérêt au moyen des parties intervenantes, dès lors qu'elles n'ont pas introduit, dans le délai, de recours au Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 16 décembre 1996; la perte de cette garantie juridictionnelle est donc antérieure à la loi du 13 juin 1997. Il est par ailleurs souligné que la confirmation de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 était prévue par les lois d'habilitation et que la jurisprudence de la Cour admet de telles confirmations, considérant qu'elles permettent au législateur de renforcer le contrôle sur l'exercice des pouvoirs qu'il confère au pouvoir exécutif.

- B -

#### *Les dispositions en cause*

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 11, 2°, et 12 de la loi du 13 juin 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. » L'article 11, 2°, précité n'est attaqué qu'en ce qu'il confirme, d'une part, l'article 68, § 2, alinéa 3, et § 5, de la loi du 30 mars 1994, tel qu'il a été modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, et, d'autre part, l'article 2 de cet arrêté royal.

#### *Les rétroactes*

B.2. L'article 68 de la loi du 30 mars 1994 « portant des dispositions sociales » a institué une retenue, communément appelée « cotisation de solidarité », sur les pensions légales de vieillesse, de retraite, d'ancienneté, de survie et sur les autres avantages tenant lieu de pension ou destinés à les compléter. Il précise notamment le montant de cette retenue et habilite le Roi à fixer les règles spécifiques selon lesquelles la retenue doit être opérée.

L'article 68, alinéa 2, précisait le champ d'application dans le temps de la retenue de solidarité : celle-ci « sera effectuée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995 sur les pensions et autres avantages payés à partir de cette même date ».

B.3.1. Le 28 octobre 1994, est adopté l'arrêté royal « portant exécution de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales ».

Cet arrêté royal a été publié au *Moniteur belge* le 29 décembre 1994, c'est-à-dire après la publication, le 23 décembre 1994, de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, qui étend la compétence du Roi sans modifier le champ d'application de l'article 68 de la susdite loi du 30 mars 1994.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 28 octobre 1994 définit diverses notions, parmi lesquelles (b) celle d'« avantage complémentaire » : celui-ci est défini comme « tout avantage destiné à compléter une pension [...] qu'il s'agisse d'avantages périodiques ou d'avantages accordés sous forme de capital ». Il ne dispose pas que le capital doit avoir été payé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

L'article 4, § 2, prévoit :

« Si une pension et/ou un avantage complémentaire a été payé sous forme de capital, la conversion en une rente fictive est effectuée selon les modalités suivantes.

Cette conversion est opérée en divisant le montant du capital par le coefficient qui, dans les barèmes en vigueur en matière de conversion en capital de rentes d'accidents du travail dans le secteur public, correspond à l'âge de l'intéressé au jour du paiement du capital. Si le paiement du capital est fractionné, une conversion est effectuée pour chaque paiement partiel. Si au moment du paiement du capital, la pension n'a pas encore pris cours, l'âge de l'intéressé au jour du paiement du capital est, pour la conversion, remplacé par l'âge au moment de la prise de cours de la pension.

[...] »

B.3.2. L'arrêté royal du 28 octobre 1994 a fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat, introduit par plusieurs pensionnés et par l'association sans but lucratif requérante dans la présente affaire.

B.4. Deux lois ont été adoptées le 26 juillet 1996, l'une « visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne », l'autre « portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions ».

Ces lois habilite le Roi à modifier la législation en matière de pension : l'article 3 de la première L'autorise à prendre des mesures pour « garantir l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale », l'article 15 de la seconde l'autorise à « apporter des modifications aux techniques de financement, en particulier à la réglementation concernant la retenue de solidarité ». Les deux lois prévoient la confirmation des arrêtés pris sur leur base.

B.5.1. Se fondant sur cette double habilitation, le Roi a adopté le 16 décembre 1996 un arrêté royal modifiant la loi du 30 mars 1994. Cet arrêté a, pour l'essentiel, un double objet.

B.5.2. D'une part, son article 1<sup>er</sup>, comme l'indique le Rapport au Roi (*Moniteur belge* du 24 décembre 1996, p. 32009) « réécrit l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 [...] en y regroupant les notions fondamentales contenues tant dans l'article 68 actuel que dans l'arrêté royal du 28 octobre 1994 précité. [...] il insère dans la même loi des articles 68bis à 68quinquies nouveaux qui reprennent certaines dispositions de cet arrêté royal [...] ».

Parmi les définitions figurant à l'article 68, § 1<sup>er</sup>, nouveau, est reprise, pour la notion d'« avantage complémentaire », une définition identique en substance à celle donnée par l'arrêté royal du 28 octobre 1994; ni cette disposition, ni le paragraphe 2, relatif à la conversion en rente fictive des pensions et avantages payés en capital, ne limitent les avantages complémentaires visés à ceux payés à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

En ce qu'il vise l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, confirmé par l'article 11, 2°, de la loi du 13 juin 1997, le recours est limité aux seuls paragraphes 2, alinéa 3, et 5 de l'article 68 nouveau qu'insère ledit article 1<sup>er</sup>; ces paragraphes disposent :

« § 2. [...] »

La conversion en rente fictive des pensions et avantages complémentaires qui ont été payés sous forme d'un capital est opérée en divisant le montant du capital par le coefficient qui, dans les barèmes en vigueur en matière de conversion en capital de rentes d'accidents du travail dans le secteur public, correspond à l'âge du bénéficiaire au jour du paiement du capital. Si au moment du paiement du capital, la pension n'a pas encore pris cours, l'âge de l'intéressé au jour du

paiement du capital est, pour la conversion, remplacé par l'âge au moment de la prise de cours de la pension. Le Roi peut, sur la base des tables de mortalité les plus récentes, établir d'autres barèmes de conversion qui seront utilisés pour l'application du présent article. Chaque modification de barèmes de conversion entraîne la fixation d'un nouveau montant de la rente fictive.

[...]

§ 5. La partie de la retenue à effectuer en application du § 2 qui correspond aux avantages complémentaires payés après le 31 décembre 1996 sous la forme d'un capital par des organismes débiteurs belges n'est pas opérée.

L'organisme débiteur belge d'un avantage complémentaire payé après le 31 décembre 1996 sous la forme d'un capital dont le montant brut est supérieur à 100 000 francs prélève d'office, lors du paiement de celui-ci, une retenue égale à 2 p.c. du montant brut du capital.

Le pourcentage de 2 p.c. prévu à l'alinéa 2 est remplacé par 1 p.c. pour les capitaux dont le montant brut est inférieur à 1 000 000 de francs. Il en est de même pour les capitaux dont le montant brut est inférieur à 3 000 000 de francs s'ils sont liquidés suite à un décès.

Dans le mois qui suit le paiement du capital, l'organisme débiteur verse à l'Office le produit de la retenue effectuée en application de l'alinéa 2 ou 3.

Si lors du premier paiement du montant définitif d'une pension légale qui suit le paiement d'un capital, le pourcentage de la retenue à opérer en application du § 2 s'avère inférieur au pourcentage de la retenue qui a été opérée sur le capital, l'Office rembourse au bénéficiaire une somme égale à la différence entre, d'une part, le montant de la retenue qui a été opérée sur le capital et, d'autre part, le montant obtenu en multipliant ce même capital par le pourcentage de la retenue à opérer en application du § 2. Si le remboursement intervient plus de six mois après la date du premier paiement du montant définitif d'une pension légale, l'Office est de plein droit redevable envers le bénéficiaire d'intérêts de retard sur le montant remboursé. Ces intérêts, dont le taux est égal à 4,75 p.c. par an, commencent à courir à partir du premier jour du mois qui suit l'expiration du délai de six mois. Le Roi peut adapter le taux de ces intérêts de retard.

[...] »

B.5.3. D'autre part, l'article 2 de l'arrêté du 16 décembre 1996, également visé par le recours, déclare « valablement opérées » les retenues effectuées entre le 11 août 1996 et le 31 décembre 1996. Il dispose en effet :

« Les retenues qui, en application de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, tel qu'il était libellé avant son remplacement par l'article 1<sup>er</sup>, et de l'arrêté royal du 28 octobre 1994 portant exécution de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ont été effectuées entre le 11 août et le 31 décembre 1996 inclus sur les pensions payées entre les dates précitées, ont été valablement opérées dans la mesure où les montants des retenues effectuées sont conformes aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>. Il en est de même pour les retenues qui seront effectuées sur des arriérés de pensions qui se rapportent à la période définie ci-avant. »

B.5.4. Comme il sera relevé ci-après, l'arrêté royal du 16 décembre 1996 fait l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

B.6. Enfin, la loi du 13 juin 1997 confirme les arrêtés royaux pris en application des deux lois précitées du 26 juillet 1996.

Les requérants limitent leur recours aux seuls articles 11, 2<sup>o</sup>, et 12 de cette loi.

L'article 11, 2<sup>o</sup>, de la loi du 13 juin 1997 dispose :

« Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1<sup>o</sup> [...]

2<sup>o</sup> l'arrêté royal du 16 décembre 1996 modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, en application des articles 15, 6<sup>o</sup>, et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et des articles 2, § 1<sup>er</sup>, et 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. »

Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, les parties requérantes ne contestent que l'article 1<sup>er</sup> — limité aux seuls paragraphes 2, alinéa 3, et 5 de l'article 68 nouveau — et l'article 2 de cet arrêté royal confirmé.

Par ailleurs, l'article 12 de la loi du 13 juin 1997 dispose :

« Les retenues qui, en application de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, tel qu'il était libellé avant son remplacement par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, visé à l'article 11, 2<sup>o</sup>, de la présente loi, et de l'arrêté royal du 28 octobre 1994 portant exécution de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ont été effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 10 août 1996 inclus sur les pensions payées pendant la période précitée, ont été valablement opérées dans la mesure où les montants des retenues effectuées sont conformes aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 précité. Il en est de même pour les retenues qui seront effectuées sur des arriérés de pensions qui se rapportent à la période définie ci-avant.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de la rente fictive calculée conformément à l'article 68, § 2, alinéa 3, de la loi du 30 mars 1994 précitée, tel que remplacé par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 précité, est, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 30 juin 1995 inclus, rattaché à l'indice-pivot qui, à la date du paiement du capital, était utilisé pour l'indexation de la pension et est lié aux fluctuations ultérieures de l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions de l'article 68, § 2, alinéa 5, de la loi du 30 mars 1994 précitée, tel que remplacé par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 précité. »

#### *Quant au fond*

B.7. Le grief formulé par les parties requérantes est double :

— d'une part, elles critiquent la validation des retenues opérées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996 (première et troisième branches du premier moyen);

— d'autre part, elles contestent le régime des retenues de solidarité qui est appliqué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997 (deuxième branche du premier moyen et deuxième moyen).

Ces deux griefs sont examinés ci-après.

*Quant à la validation des retenues opérées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996*

B.8. Selon les parties requérantes, l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, confirmé par l'article 11, 2°, de la loi du 13 juin 1997, et l'article 12 de cette loi violeraient les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6.1 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, dès lors qu'« ils constituent une ingérence intolérable du pouvoir législatif dans l'administration de la justice, dans le but d'influer sur le dénouement judiciaire des litiges dans lesquels l'O.N.P. [l'Office national des pensions] est partie »; pour les parties requérantes, les dispositions en cause portent ainsi « atteinte aux principes de la séparation des pouvoirs, de l'égalité des citoyens devant les Cours et tribunaux, de la sécurité juridique déduite de la prévisibilité des règles de droit et de l'égalité des armes devant exister entre les parties à un procès ».

Les parties intervenantes critiquent, pour leur part, la confirmation de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, en ce que celle-ci aurait pour effet de priver les citoyens lésés par cet arrêté royal, irrégulier selon elles, d'en obtenir l'annulation par le Conseil d'Etat ou la non-application par les cours et tribunaux.

B.9. Les parties requérantes relèvent, ce que ne conteste pas le Conseil des ministres, que la retenue de solidarité instituée par l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 a suscité, dès l'adoption de l'arrêté royal d'exécution du 28 octobre 1994, de nombreuses procédures juridictionnelles.

D'une part, cet arrêté royal a fait l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat; selon les parties requérantes, les moyens invoqués à l'appui de la requête sont pris notamment de la violation de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994 — en ce qu'il n'autorise pas à soumettre à retenue les capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 —, de l'article 105 de la Constitution, du principe général de non-rétroactivité, de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et des articles 10 et 11 de la Constitution. Le rapport de l'auditeur a conclu à l'annulation de l'arrêté. Par arrêt du 29 juillet 1997, le Conseil d'Etat a néanmoins sursis à statuer en considération des articles 11, 2°, et 12 de la loi du 13 juin 1997 — validant les retenues opérées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996 — et ce dans l'attente d'une appréciation par la Cour de la constitutionnalité, contestée par les parties requérantes, des dispositions précitées.

D'autre part, de nombreux pensionnés ont introduit devant les juridictions du travail des actions en répétition d'une partie des retenues de solidarité opérées sur leur pension en application de l'arrêté royal précité du 28 octobre 1994; un des moyens essentiels invoqués est l'illégalité dudit arrêté au regard de l'article 68 de la loi du 30 mars 1994. Il apparaît qu'un nombre substantiel de ces procédures ont abouti, en première instance, à la condamnation de l'Etat à rembourser la partie des retenues correspondant aux capitaux versés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, en raison de l'illégalité de l'arrêté royal du 28 octobre 1994; ces décisions font, selon les mémoires, l'objet d'appel.

Enfin, un recours en annulation, actuellement pendant devant le Conseil d'Etat, a également été introduit à l'encontre de l'arrêté royal du 16 décembre 1996.

B.10. L'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, confirmé par l'article 11, 2°, de la loi du 13 juin 1997, déclare « valablement opérées » les retenues de solidarité effectuées entre le 11 août et le 31 décembre 1996; l'article 12 de la même loi valide également les retenues effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 10 août 1996.

Ces dispositions ont incontestablement des effets aussi bien pour ce qui concerne les litiges déjà clôturés que pour ceux encore en cours.

Selon un principe fondamental de l'ordre juridique belge, les décisions judiciaires ne peuvent être attaquées que par l'utilisation de voies de recours. En ce qu'il a déclaré valables de manière générale les retenues effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996, et donc également celles qui ont fait l'objet d'une décision judiciaire, le législateur remet en cause la chose jugée.

Pour ce qui concerne les litiges en cours devant les cours et tribunaux, la validation empêche que le juge puisse encore lier des effets à l'irrégularité, constatée par ses soins, des retenues attaquées.

S'agissant enfin du recours en annulation devant le Conseil d'Etat de l'arrêté royal du 28 octobre 1994, la validation des retenues individuelles a pour effet que les requérants risquent de perdre leur intérêt et privera en tout cas une annulation éventuelle de son effet utile.

La validation des retenues effectuées sur la base de l'arrêté royal du 28 octobre 1994 a donc pour effet, aussi bien à l'égard des litiges clôturés qu'envers ceux en cours, que, vis-à-vis d'une catégorie de sujets de droit, il est porté atteinte aux principes essentiels de l'organisation judiciaire et aux garanties juridictionnelles y afférentes qui appartiennent à chaque citoyen.

B.11. La nature des principes en cause exige que des circonstances exceptionnelles justifient cette intervention du législateur qui porte atteinte, au détriment d'une catégorie de citoyens, à des garanties juridictionnelles fondamentales. Il y a lieu en conséquence d'examiner les motifs avancés à l'appui des dispositions précitées.

B.12.1. Il ressort des travaux préparatoires des dispositions contestées que les validations étaient fondées sur une triple considération : il s'agissait d'éviter « l'insécurité juridique » et « des répercussions budgétaires négatives » ainsi que d'éviter de créer des inégalités entre les pensionnés (Rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 16 décembre 1996, *Moniteur belge* du 24 décembre 1996, pp. 32010 et 32011; *Doc. parl., Chambre, 1996-1997, n° 925/1, pp. 11-13*).

B.12.2. S'agissant du souci déclaré d'éviter de créer l'insécurité juridique, la Cour constate que le fait de soustraire, de façon rétroactive, à toute critique de légalité les retenues opérées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996, loin de rétablir la sécurité juridique, a au contraire pour effet de mettre celle-ci à néant puisque les justiciables se voient ainsi privés du droit de faire rétablir la légalité en ce qui concerne les retenues opérées durant la période précitée.

B.12.3. L'argument tiré des répercussions budgétaires a été précisé comme suit lors des travaux préparatoires :

« La validation [...] est également indispensable afin d'éviter les incidences budgétaires pouvant résulter, pour l'exécution du budget 1996 et 1997, de l'obligation éventuelle du remboursement de certaines retenues. Le remboursement intégral des retenues opérées pour la période allant jusqu'au 10 août 1996 compromettrait la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. » (*Doc. parl., Chambre, 1996-1997, n° 925/1, p. 12*)

S'agissant du souci d'éviter de devoir rembourser certaines retenues — outre la référence ainsi faite, de façon implicite mais certaine, aux procédures juridictionnelles susceptibles d'obliger l'Etat à de tels remboursements —, il ne peut être admis que l'Etat fonde son équilibre budgétaire sur la conservation de sommes indûment perçues, et a fortiori qu'à cette fin il empêche les juridictions de statuer sur la régularité de la perception desdites sommes. Surabondamment, la Cour observe que l'obligation de rembourser ne porterait pas sur l'intégralité des retenues de solidarité perçues entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996, mais uniquement sur celles perçues à tort, en particulier en tenant compte de rentes fictives correspondant à des capitaux et avantages payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

B.12.4. Enfin, le souci légitime de garantir l'égalité entre pensionnés ne peut pas justifier la rupture fondamentale d'égalité que réalisent les dispositions contestées au regard des garanties juridictionnelles, au détriment des pensionnés concernés par lesdites retenues.

B.12.5. Il résulte de ce qui précède que l'article 11, 2°, en ce qu'il confirme l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, et l'article 12 de la loi du 13 juin 1997 portent atteinte, sans justification admissible, aux garanties juridictionnelles accordées par la Constitution; ils violent en conséquence les articles 10 et 11 de celle-ci.

Les dispositions attaquées doivent dès lors être annulées en tant qu'elles disposent que les retenues effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996 ont été valablement opérées.

B.12.6. La Cour observe que l'article 68, § 2, alinéa 3, nouveau, de la loi du 30 mars 1994, inséré par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 qui a été confirmé par l'article 11, 2°, de la loi attaquée, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 (article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 1997). Cette disposition ne peut donc en aucune manière être interprétée comme procurant une base juridique aux retenues de solidarité effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996. Cette disposition n'est donc pas entachée des vices d'inconstitutionnalité qui affectent les mesures de validation.

B.12.7. En ce qui concerne enfin la référence faite, par la première branche du premier moyen, à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, la Cour constate, sans qu'il ne soit besoin d'examiner si cette disposition est applicable à l'espèce en cause, que les parties requérantes n'en tirent aucun argument distinct de ceux qu'elles tirent des dispositions constitutionnelles qu'elles invoquent.

B.13. Dans la troisième branche du premier moyen, les parties requérantes dénoncent une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 de cette Convention, en ce que l'intervention du législateur, déclarant que les retenues effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996 ont été valablement opérées, tend à priver les requérants de leur créance sur la partie de leur pension qui ne leur a pas été payée, par suite de retenues non fondées, alors que l'existence de ces créances est reconnue par les tribunaux.

L'annulation des dispositions attaquées, telle qu'elle résulte du B.12.5, a pour conséquence que ce grief des parties requérantes n'a plus d'objet.

B.14.1. Dans la seconde branche du premier moyen, est invoquée une violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 de cette Convention.

Selon les parties requérantes, il serait porté atteinte au droit de propriété en imposant une retenue calculée sur une rente fictive censée correspondre aux capitaux des assurances-groupe ou des fonds de pension payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, alors que ces capitaux sont inclus dans le patrimoine des bénéficiaires. A cet égard, les parties requérantes font spécialement valoir que les bénéficiaires d'un capital payé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 pouvaient sûrement partir du principe qu'ils pouvaient disposer librement de cette somme.

B.14.2. En ce qui concerne les bénéficiaires des capitaux d'assurances-groupe ou de fonds de pensions qui ont été payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995, la Cour observe que :

a) les retenues de solidarité ne sont pas opérées sur ces capitaux mais exclusivement sur les éventuelles pensions légales payées mensuellement aux bénéficiaires; en effet, il n'est opéré aucune retenue lorsqu'aucune pension légale n'est attribuée mensuellement, aussi important que puisse avoir été le capital reçu;

b) les retenues de solidarité instaurées par la loi du 30 mars 1994 à charge des bénéficiaires de pensions publiques et des bénéficiaires de pensions privées auxquels aucun capital n'a été versé n'étaient pas davantage prévisibles que ce n'est le cas depuis que l'arrêté royal du 16 décembre 1996, confirmé par l'article 11, 2°, de la loi précitée du 13 juin 1997, a été rendu applicable pour la prise en compte, lors du calcul d'une retenue de solidarité sur les pensions légales payées mensuellement aux bénéficiaires de pensions privées auxquels les capitaux d'une assurance-groupe ou d'un fonds de pension ont été payés, d'une rente fictive correspondant aux capitaux qui leur ont été versés antérieurement;

c) le législateur a pu considérer qu'il serait inéquitable que les bénéficiaires de pensions privées auxquels des capitaux d'une assurance-groupe ou d'un fonds de pensions ont été payés demeurent exonérés de la nouvelle obligation de solidarité qu'il a instaurée, bien qu'ils jouissent, en plus de leur pension légale, des avantages résultant de ces capitaux qui leur ont déjà été versés et qui sont du reste clairement destinés à compléter leur pension légale.

Compte tenu de ces éléments, la Cour considère que le principe de la prise en compte d'une rente fictive, correspondant aux capitaux précédemment versés qui résultent d'assurances-groupe ou de fonds de pension, pour le calcul, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, des retenues de solidarité appliquées aux pensions légales payées mensuellement, n'est pas en soi contraire au principe d'égalité.

Le principe d'égalité exige toutefois que les différentes catégories de justiciables qui sont affectés par la mesure contestée le soient d'égale façon. Ce contrôle se confond avec l'examen du deuxième moyen.

B.14.3. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, en ce qui concerne les capitaux versés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 — donc aussi ceux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 —, le droit de disposer librement de ceux-ci n'est pas affecté et il ne s'agit pas d'une privation de propriété. En effet, ainsi qu'il a été dit déjà, ces capitaux servent uniquement à calculer une rente fictive sur la base de laquelle s'opère, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, la retenue de solidarité.

L'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose que le droit de propriété « ne porte[...] pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

Cette disposition reconnaît donc expressément aux autorités nationales le pouvoir de lever des impôts et autres contributions.

Certes, le législateur est tenu de respecter le principe d'égalité lorsqu'il édicte des mesures fiscales. Ainsi qu'il a été dit plus haut, l'examen d'une éventuelle violation des articles 10 et 11 de la Constitution par les dispositions attaquées se confond avec celui du deuxième moyen.

B.15. Ce deuxième moyen est pris de la violation, par les dispositions contestées, des articles 10 et 11 de la Constitution; il comprend trois branches.

La première branche critique la discrimination qui serait opérée entre les bénéficiaires d'un avantage tenant lieu de pension complémentaire, payé en capital avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, et ceux qui le perçoivent sous forme de rente viagère; sont successivement critiqués : le barème de conversion retenu, l'absence de limitation de la durée de la rente fictive ainsi que la prise de cours à la date de la pension en cas de paiement du capital antérieur à ladite date. Compte tenu des modifications apportées par l'article 13 de la loi du 13 juin 1997 (entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997), les requérants limitent leurs critiques à la période du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 30 juin 1997.



La deuxième branche critique la discrimination qui serait opérée entre les bénéficiaires d'un capital, selon que celui-ci a été payé avant ou à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997; en effet, vu la perception sur le capital qu'institue l'article 68, § 5, nouveau de la loi du 30 mars 1994, les bénéficiaires d'un capital payé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 subiront la retenue sur le montant intégral du capital, alors que les bénéficiaires d'un capital payé avant la date précitée ne subiront de retenues que sur les mensualités pour lesquelles ils perçoivent effectivement une pension légale.

La troisième branche critique enfin la discrimination qui serait opérée entre les bénéficiaires d'un capital versé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 et les bénéficiaires d'une rente réelle, dans l'hypothèse où le capital a été versé avant la date de prise de cours de la pension légale; alors que les premiers subiront la retenue sur le montant intégral du capital, les seconds ne subiront de retenues que pour les mensualités pour lesquelles ils perçoivent effectivement une pension légale.

B.16. Le second moyen, première branche, critique notamment la validation, par les articles 11, 2° — en ce qu'il confirme l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 —, et 12 de la loi du 13 juin 1997, des retenues opérées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 1996 alors même que ces retenues seraient discriminatoires au regard des motifs indiqués en cette branche du moyen.

Dès lors que cette argumentation n'est pas de nature à conduire à une annulation plus étendue que celle résultant de l'examen du premier moyen, il n'y a pas lieu d'examiner le second moyen en ce qu'il porte sur l'article 11, 2° — en son objet précité —, et sur l'article 12 de la loi du 13 juin 1997.

Il s'ensuit que la Cour n'examinera le second moyen qu'en ce qu'il porte sur l'article 68 nouveau, § 2, alinéa 3, et § 5 de la loi du 30 mars 1994, modifiés par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 16 décembre 1996, confirmé avec effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 par l'article 11, 2°, de la loi du 13 juin 1997. Il convient en outre d'observer que l'article 13 de la loi du 13 juin 1997 a remplacé, mais seulement avec effet à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1997, la réglementation attaquée, en ce qui concerne certains de ses aspects. Cette dernière disposition n'est toutefois pas soumise au contrôle de la Cour.

B.17.1. La deuxième branche du second moyen est fondée sur une comparaison de la situation dans laquelle se trouvent, depuis la modification de l'article 68 par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, les bénéficiaires d'un capital payé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 par rapport à la situation des bénéficiaires d'un capital payé avant cette date.

B.17.2. Lors de l'instauration des dispositions attaquées, le législateur a décidé de ne plus suivre le système de la conversion fictive en rente pour les retenues de solidarité à l'égard des capitaux d'assurance de groupe et de fonds de pension mais d'imposer ces capitaux à la source. Puisque, d'une part, il ne pouvait appliquer ce dernier système aux capitaux déjà payés dans le passé et, d'autre part, il pouvait estimer qu'il serait inéquitable que ces capitaux du passé ne soient pas pris en compte pour le calcul de la retenue de solidarité. Il a pu maintenir pour ces capitaux le système de la conversion en rente fictive.

B.17.3. Il est inhérent au système de la conversion en rente fictive et de la retenue mensuelle sur la pension que ces retenues ne soient effectuées que les mois où l'on bénéficie effectivement d'une pension; il est également inhérent à l'imposition des capitaux à la source que ces capitaux soient imposés dans leur intégralité.

Le second moyen, en sa deuxième branche, ne peut être accueilli.

B.18.1. En ce qui concerne les première et troisième branches du second moyen, il y a lieu de rappeler que l'article 68 de la loi du 30 mars 1994, ses mesures d'application et ses modifications ont entendu instaurer un mécanisme de solidarité entre pensionnés; à cette fin, a été instituée une retenue progressive portant sur la totalité des revenus de pension, laquelle vise dès lors tant les pensions légales (et celles y assimilées) que les avantages complémentaires, destinés à compléter ces pensions légales.

Dès lors que ces avantages complémentaires peuvent être payés sous forme de capital ou sous forme d'avantage périodique (c'est-à-dire sous forme de rente), il se justifie au regard de l'objectif de solidarité précité que le législateur ait soumis à la retenue tant l'une que l'autre de ces deux formes de paiement des avantages complémentaires (article 68, § 1<sup>er</sup>, c), nouveau).

B.18.2. S'agissant des avantages payés sous forme de capital, la retenue peut en théorie être opérée soit directement sur le capital versé soit sur une rente fictive résultant de la conversion dudit capital.

Le choix de l'une ou de l'autre formule relève du pouvoir d'appréciation du législateur. En outre, comme il a été relevé, le changement de politique opéré sur ce point par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, confirmé par la loi du 13 juin 1997, — et la différence de traitement qui en résulte pour les bénéficiaires d'un capital selon que celui-ci a été versé avant ou après le 1<sup>er</sup> janvier 1997 — ne constitue pas en soi une violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.18.3. En ce qui concerne les avantages payés en capital avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, le législateur a choisi la technique de la conversion dudit capital en rente fictive. S'agissant des critiques portant sur les modalités de cette conversion, le choix du barème de conversion et de la période pendant laquelle les rentes fictives sont soumises à retenues relève du pouvoir d'appréciation du législateur; il s'ensuit que ces éléments échappent au contrôle de la Cour, sous réserve d'une appréciation manifestement erronée de la part du législateur.

Il n'apparaît pas que tel soit le cas en l'espèce.

La Cour observe en particulier que le choix originaire du barème de conversion applicable en matière d'accidents du travail dans le secteur public correspondait au choix d'un barème déjà appliqué dans le domaine des pensions, à savoir celles du secteur public (article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 24 mars 1994).

La Cour observe par ailleurs que la synchronisation de la retenue avec la prise de cours de la pension légale se justifie par le fait que la retenue de solidarité ne peut être opérée qu'à partir de la prise de cours de la pension légale.

En ce qui concerne l'absence avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997 d'une limitation dans le temps de la rente fictive, la Cour observe enfin que le Conseil des ministres a exposé, sans être contredit par les parties requérantes, que « pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 30 juin 1997, l'administration n'a effectué aucune retenue calculée sur base des capitaux payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981 ».

B.18.4. En ce qui concerne les avantages payés en capital à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, il a été relevé que l'article 68, § 5, nouveau de la loi du 30 mars 1994 prévoit désormais que la retenue de solidarité est prélevée directement sur le capital — à concurrence d'un maximum de 2 p.c. —, et ce par l'organisme débiteur de celui-ci.

Les parties requérantes, dans la troisième branche du moyen, comparent la situation des bénéficiaires d'un avantage payé sous forme de capital — sur lequel la retenue est opérée comme il est indiqué ci-dessus — et celle des bénéficiaires d'un avantage payé sous la forme d'une rente périodique.

La Cour rappelle que les modalités de prise en compte, pour le calcul de la retenue de solidarité, des capitaux et des rentes réelles relèvent du pouvoir d'appréciation du législateur et que ces éléments échappent au contrôle de la Cour sous réserve d'une appréciation manifestement erronée de celui-ci.

En l'espèce, tel n'est pas le cas. Il n'est pas manifestement déraisonnable de prévoir que la retenue à effectuer sur les capitaux soit effectuée au moment où a lieu leur versement, même s'il n'était pas impossible de frapper d'une telle retenue les bénéficiaires au moment où ceux-ci atteignent l'âge de la pension. Par ailleurs, compte tenu de la complexité de la réglementation qu'il aurait fallu prévoir pour éviter les reproches formulés par les requérants (prendre en compte pour le calcul de la retenue de solidarité les rentes réelles perçues avant l'âge de la pension), il n'est pas non plus manifestement déraisonnable de ne prendre en compte ces rentes réelles qu'à partir de l'âge de la pension. Les mesures adoptées par le législateur ne sont pas contraires au principe d'égalité et de non-discrimination.

B.18.5. Il s'ensuit que le deuxième moyen en ses première et troisième branches ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule l'article 11, 2°, de la loi du 13 juin 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions », en ce que cet article 11, 2°, confirme l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 modifiant la loi du 30 mars 1994, en application des deux lois précitées;

2. annule l'article 2 de l'arrêté royal précité du 16 décembre 1996, confirmé par la loi précitée du 13 juin 1997;

3. annule l'article 12 de la loi précitée du 13 juin 1997;

4. rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 juillet 1998, par le siège précité, dans lequel le juge M. Bossuyt est remplacé, pour le prononcé, par le juge G. De Baets, conformément à l'article 110 de la même loi.

Le greffier,

L. Potoms

Le président,

M. Melchior

#### ARBITRAGEHOF

N. 98 — 1939

[C — 98/21298]

#### Arrest nr. 86/98 van 15 juli 1998

Rolnummer 1211

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 11, 2° (gedeeltelijk), en 12 van de wet van 13 juni 1997 « tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels », ingesteld door J. Lixon en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, J. Delruelle, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 december 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 december 1997, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 11, 2°, in zoverre het artikel 68, § 2, derde lid, en § 5, van de wet van 30 maart 1994, zoals gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1996, en artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1996 bekrachtigt, en 12 van de wet van 13 juni 1997 « tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1997), door J. Lixon, wonende te 6110 Montigny-le-Tilleul, rue de Gozée 657, G. Radermacher, wonende te 1030 Brussel, J. Stobbaertslaan 13, J. Smets, wonende te 1040 Brussel, Karabiniersplein 10, M. Cuche, wonende te 7322 Pommeroeul, place du Hautchamp 19, J.P. Couneson, wonende te 7030 Saint-Symphorien, rue Antheunis 41, R. Lacus, wonende te 1653 Dworp, Kerkstraat 147, en de v.z.w. Federatie van Bruggepensioneerden en Gepensioneerden, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Arenbergstraat 44/23.

##### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 9 december 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 19 december 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1997.

Memories zijn ingediend door :

— K.-H. Haddenbrock, wonende te 51065 Keulen (Bondsrepubliek Duitsland), Holsteinstraße 6, bij op 27 januari 1998 ter post aangetekende brief;

— C. Reuterskiold, wonende te 1310 Terhulpen, avenue Ernest Solvay 106, bij op 27 januari 1998 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 4 februari 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 24 februari 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekers, bij op 24 maart 1998 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, bij op 27 maart 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 27 mei 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 8 december 1998.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 juni 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 28 mei 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 17 juni 1998 :

— zijn verschenen :

. Mr. J. Van Steenwinckel, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekers;  
 . Mr. F. Lettany *loco* Mr. R. Tournicourt, advocaten bij de balie te Brussel, voor K.-H. Haddenbrock en C. Reuterskiold;

. Mr. J.-L. Jaspard en Mr. K. Winters, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en M. Bossuyt verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. In rechte

- A -

A.1. De verzoekende partijen beschrijven voorafgaandelijk aan de uiteenzetting van de twee middelen die ze ter staving van hun verzoekschrift aanvoeren, de wordingsgeschiedenis van de bepalingen die zij betwisten, zowel op het vlak van de evolutie van de teksten als van de verschillende desbetreffende jurisdictionele procedures.

De Ministerraad beschrijft zijnerzijds de algemene en bijzondere context van de betwiste wet, namelijk, enerzijds, de bekommernis om het tekort van de overheidsfinanciën terug te dringen — met name in zoverre het de deelname van België aan de Economische en Monetaire Unie zou hypothekeren — en, anderzijds, de bedreigingen die op het wettelijke pensioenstelsel wegen en de idee van solidariteit tussen gepensioneerden waarop de in het geding zijnde afhouding steunt.

*Wat betreft het eerste middel*

A.2. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6.1 en 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag. Dat middel is onderverdeeld in drie onderdelen.

*Wat betreft het eerste onderdeel van het eerste middel*

A.3.1. In dat eerste onderdeel van het middel wordt aangevoerd dat de artikelen 11, 2°, en 12 van de wet van 13 juni 1997 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met de artikelen 6.1 en 14 van het voormelde Europees Verdrag schenden.

A.3.2. In het licht van de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in verband met geschillen die betrekking hebben op sociale uitkeringen, behoren zowel het storten van het pensioen als de in het geding zijnde afhouding tot de toepassingsfeer van het begrip « burgerlijke rechten en verplichtingen » in de zin van artikel 6.1 van het Europees Verdrag.

De uitbreiding met terugwerkende kracht van de toepassingsfeer van de afhouding — op de vóór 1 januari 1995 betaalde kapitalen — en de geldigverklaring van de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 door de Rijksdienst voor Pensioenen uitgevoerde onwettige afhoudingen schenden het in het voormelde artikel 6 verankerde recht op een eerlijk proces en op wapengelijkheid : zij vormen immers een onaanvaardbare inmenging van de wetgevende macht in de rechtsbedeling, met de bedoeling het gerechtelijk verloop van de geschillen waarin de Rijksdienst voor Pensioenen partij is, te beïnvloeden. Er wordt afbreuk gedaan aan de scheiding der machten, aan de gelijkheid van de burgers voor de hoven en rechtbanken, aan de rechtszekerheid en aan de wapengelijkheid van de partijen bij een proces, zonder dat de gedifferentieerde behandeling die daaruit voortvloeit voor sommige rechtzoekenden redelijkerwijze verantwoord is. Zowel het Europees Hof voor de Rechten van de Mens als het Arbitragehof hebben dergelijke gedragingen reeds afgekeurd.

A.4.1. In hoofdorde betwist de Ministerraad de toepasbaarheid van artikel 6.1 van het Europees Verdrag ter zake, doordat de door de verzoekende partijen geciteerde Europese rechtspraak naar gelang van het geval relevantie mist — aangezien ze geen betrekking heeft op de inning van sociale bijdragen maar op de betaling van uitkeringen — of genuanceerder is dan de verzoekers beweren. Aangezien de in het geding zijnde afhouding niet rechtstreeks onder een deelname aan een regeling voor sociale zekerheid valt maar tot de categorie van de patrimoniale verplichting behoort die, volgens het Europees Hof, « voortvloeit uit een fiscale wetgeving of anders tot de normale verplichtingen van de burger behoort in een democratische samenleving » en de bestaansmiddelen van de eisers niet in het geding brengt, kan artikel 6 van het Europees Verdrag niet op de desbetreffende geschillen worden toegepast.

A.4.2. In ondergeschikte orde onderstreept de Ministerraad dat in de bekrachtiging van het koninklijk besluit van 16 december 1996 bij het betwiste artikel 11, 2°, voorzien was bij de machtigingswetten van juli 1996 en dat de wetgever zodoende bevestigt dat het voormelde koninklijk besluit in overeenstemming is met de wil van de wetgever. Het onderzoek van de rechtspraak van het Hof doet blijken dat er geen algemeen beginsel is waarbij de wettelijke validaties worden veroordeeld, aangezien het onderzoek van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen telkens geval per geval dient te gebeuren.

Er wordt opgemerkt dat het Hof, bij dat onderzoek, rekening houdt met de rechtsonzekerheid die voortvloeit uit uiteenlopende beoordelingen door de rechtscollages van de wettigheid van het besluit, de noodwendigheden van de openbare dienst, de financiële en administratieve moeilijkheden alsmede de aard van de onwettigheden — inhoudelijk of naar de vorm — die de geldig verklaarde handeling aantasten. Nadat de Ministerraad een overzicht heeft gegeven van de verschillende jurisdictionele, gerechtelijke en administratieve procedures waarbij de koninklijke besluiten van 28 oktober 1994 en 16 december 1996 in het geding worden gebracht alsmede van de verschillende onwettigheden

— naar de vorm, de inhoud en op het vlak van de bevoegdheid — die tegen de genoemde besluiten worden aangevoerd, besluit hij dat « er uitspraken zijn gedaan in de meest uiteenlopende richtingen » en dat het geen argumenten ten gronde zijn maar wel degelijk argumenten in verband met de procedure of gebaseerd op de onbevoegdheid van de uitvoerende macht die in aanmerking zijn genomen.

Vervolgens wordt een overzicht gegeven van de motieven voor de wettelijke validaties. Het ging er in de eerste plaats om te reageren op de door de « verscheidenheid van de gewezen vonnissen en arresten » veroorzaakte rechtsonzekerheid. Vervolgens de budgettaire weerslag te vermijden van de mogelijke verplichting om bepaalde afhoudingen terug te betalen en de hypotheek die een dergelijke terugbetaling zou kunnen vormen voor de toetreding tot de euro; ook de bekommernis om de financiële levensvatbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels niet in het gedrang te brengen wordt aangevoerd. Ten slotte ging het erom te vermijden dat een ongelijkheid onder gepensioneerden in het leven werd geroepen, waarbij sommigen de terugbetaling van de geïnde sommen verkrijgen en anderen niet. Volgens de Ministerraad, verantwoordende die motieven de validatie door de wetgever van de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 geïnde bijdragen.

A.5. Volgens de verzoekende partijen kan geen enkel motief dat door de Regering tijdens de parlementaire voorbereiding werd aangehaald de in het middel aangevoerde discriminatie verantwoorden.

De zorg om een einde te maken aan de rechtsonzekerheid die voortvloeit uit uiteenlopende jurisdictionele beslissingen is strijdig met de waarheid, doordat de rechtspraak bijna eensgezind voor de stelling van de verzoekende partijen is; bovendien vloeit de onwettigheid van het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 voor de meeste rechtscollages niet voort uit een vormgebrek maar wel uit een inhoudelijk gebrek, namelijk de niet-naleving van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994. De betwiste bepalingen veroorzaken daarentegen zelf de rechtsonzekerheid, aangezien de rechtszekerheid impliceert dat de inhoud van een recht en de gevolgen ervan voorspelbaar zijn op het moment dat een rechtssubject een handeling stelt.

Het argument dat is afgeleid uit de budgettaire weerslag van een mogelijke terugbetaling, en in het bijzonder de weerslag ervan op de toetreding van België tot de Economische en Monetaire Unie, is evenmin geloofwaardig, zowel op zichzelf — aangezien het tekort is teruggebracht tot 2,1 pct. van het bruto binnenlands product, terwijl de drempel voor de toetreding tot de euro op 3 pct. vastgelegd is — als wegens de geringheid van de terugbetaling ten aanzien van de begroting voor de sociale zekerheid, die op 0,1 pct. van de genoemde begroting wordt geraamd. Bovendien wordt opgemerkt dat enkel het onregelmatige deel van die afhoudingen zou moeten worden terugbetaald, namelijk de afhoudingen in verband met kapitalen die zijn uitbetaald vóór 1 januari 1995. Ten slotte wordt onderstreept dat de aldus terugbetaalde bedragen voor de begunstigden aanleiding zullen geven tot een belastingheffing en dus tot een gedeeltelijke terugwinning van de genoemde terugbetalingen door de Staat.

#### *Wat betreft het tweede en derde onderdeel van het eerste middel*

A.6.1. Het tweede onderdeel van dat middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 14 van dat Verdrag, in zoverre die bepalingen verbieden dat een categorie van burgers een recht wordt ontzegd dat tot hun vermogen behoort.

Doordat bij de betwiste bepalingen een afhouding wordt ingesteld ten aanzien van de vóór 1 januari 1995 betaalde kapitalen, doen zij afbreuk aan het recht van eigendom van de verzoekers, aangezien die kapitalen in het vermogen van de begunstigden zijn opgenomen nadat, op het ogenblik van hun betaling, zij hun definitief fiscaal en parafiscaal stelsel hebben ondergaan.

A.6.2. Het derde onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 6.1 en 14 van dat Verdrag.

Volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, vormt een schuldvordering een goed in de zin van het voormelde artikel 1, aangezien er een legitieme verwachting bestaat dat die schuldvordering wordt geconcretiseerd. Het optreden van de wetgever strekt ertoe de verzoekers hun schuldvordering te ontzeggen op het deel van het pensioen dat is afgehouden als solidariteitsbijdrage op de kapitalen die zijn uitbetaald vóór 1 januari 1995, een afhouding waarvan zowel de Raad van State als de arbeidsrechtbanken geneigd zijn de onwettigheid ervan te erkennen.

A.7.1. De Ministerraad betwist in hoofdorde de bevoegdheid van het Hof om van die twee onderdelen kennis te nemen, aangezien, vermits geen enkele discriminatie wordt aangetoond, aan het Hof wordt gevraagd zich in feite uit te spreken over een rechtstreekse schending van internationale normen.

A.7.2. Wat betreft het tweede onderdeel betwist de Ministerraad in ondergeschikte orde het bestaan zelf van een discriminatie. De inoverwegingneming van de vóór 1 januari 1995 gestorte kapitalen, en a fortiori die welke vóór 1 januari 1997 zijn gestort, wordt precies verklaard door de zorg om een gelijke behandeling van de verschillende categorieën van gepensioneerden te waarborgen.

A.7.3. Wat betreft de twee onderdelen, betwist de Ministerraad, nog steeds in ondergeschikte orde, de toepasbaarheid van artikel 1 van het Aanvullend Protocol.

Wat betreft het tweede onderdeel wordt de ontstentenis van inbreuk op de eigendom van de verzoekende partijen aangevoerd. Er wordt immers niets afgehouden op de door de gepensioneerden geïnde kapitalen : die kapitalen worden alleen maar in aanmerking genomen om de berekeningsbasis vast te stellen van de solidariteitsbijdrage, waarbij die enkel verschuldigd is als die basis een bepaald bedrag overschrijdt en niet verschuldigd is wanneer de gepensioneerde geen enkele andere pensioenuitkering krijgt.

Wat betreft het derde onderdeel wordt het feit aangevoerd dat de in het geding zijnde schuldvordering — die betrekking heeft op de afhoudingen die worden uitgevoerd overeenkomstig de vigerende reglementering — niet voldoet aan de ten aanzien van artikel 1 vereiste karakteristieken, een schuldvordering te zijn die actueel en opeisbaar is, ontstaan is en aangetoond; bovendien kunnen de gepensioneerden moeilijk beweren dat zij een legitieme verwachting koesteren ten aanzien van het Belgische recht.

A.7.4. In meer ondergeschikte orde, in de veronderstelling zelfs dat de wetgever afbreuk heeft gedaan aan de eigendom of aan de legitieme verwachting van de gepensioneerden — *quod non* — zou artikel 1 niet geschonden zijn. Enerzijds, valt de doelstelling van de bijdrage immers onder het in artikel 1 van die bepaling bedoelde algemene belang en, anderzijds, vormt de betwiste solidariteitsbijdrage een bijdrage die de Staat kan invoeren krachtens artikel 2 van dezelfde bepaling.

*Wat betreft het tweede middel*

A.8. Dat tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet; het is onderverdeeld in drie onderdelen.

*Wat betreft het eerste onderdeel van het tweede middel*

A.9. In het eerste onderdeel wordt de discriminatie aangevoerd onder de begunstigden van een voordeel dat als aanvullend pensioen geldt, naargelang dat voordeel in de vorm van een kapitaal is betaald vóór 1 januari 1997 of in de vorm van een rente. Achtereenvolgens worden de gehanteerde omzettingsschalen (A.10), de ontstentenis van beperking in de duur van de fictieve rente (A.11) alsmede het fictieve uitstel van de datum van betaling van het kapitaal naar de datum waarop het wettelijk pensioen ingaat (A.12) bekritiseerd.

A.10.1. De verzoekende partijen voeren in de eerste plaats aan dat, voor de omzetting van het kapitaal in fictieve rente, het hanteren van de vigerende schalen inzake arbeidsongevallen in de openbare sector tot overdreven hoge fictieve rentes leidt — in de orde van 10 tot 20 pct. — vergeleken met de werkelijke rentes die de betrokkene zou hebben genoten indien zijn voordeel hem niet in kapitaal was uitbetaald. Het koninklijk besluit van 25 april 1997 heeft de voormelde schalen vervangen door die welke van toepassing zijn inzake levensverzekeringen, maar uitsluitend vanaf 1 juli 1997, zodat de aangevoerde discriminatie blijft bestaan voor de periode tussen 1 januari 1995 en 30 juni 1997.

A.10.2. De Ministerraad verwijst in de eerste plaats naar de hierboven uiteengezette argumentatie om de validatie te verantwoorden van de eerdere afhoudingen die bij de betwiste bepalingen werden uitgevoerd.

Vervolgens verantwoordt hij de oorspronkelijke keuze van het omzettingssysteem dat van toepassing is in de sector van de arbeidsongevallen (koninklijk besluit van 24 maart 1994) door het feit dat dit koninklijk besluit reeds van toepassing was inzake pensioenen; in ieder geval wordt opgemerkt dat de keuze van de omzettingwijze, enerzijds, tot de beoordelingsbevoegdheid van de Regering of de wetgever behoort en, anderzijds, dat die omzettingwijze de gepensioneerden die een kapitaal genieten niet benadeelt in vergelijking met diegenen die een rente genieten.

A.11.1. Behalve het gehanteerde omzettingssysteem bekritisieren de verzoekende partijen bovendien de ontstentenis van beperking in tijdsduur van de fictieve rente.

Aangezien het kapitaal dat een aanvullend pensioen uitmaakt berekend wordt op het aantal jaren dat de betrokkene waarschijnlijk zal overleven, heeft de fiscale wetgever de belasting van de fictieve rente die met het genoemde kapitaal overeenstemt terecht in de tijd beperkt (naar gelang van het geval tien of dertien jaar), wat de koninklijke besluiten van 1994 en 1996 niet gedaan hebben. Artikel 13, 2°, stuurt die discriminatie bij, maar uitsluitend vanaf 1 juli 1997, zodat die discriminatie blijft voortbestaan voor de periode tussen 1 januari 1995 en 30 juni 1997.

A.11.2. De Ministerraad betwist in hoofdorde het belang van de verzoekende partijen, gelet op het feit dat gedurende de betwiste periode (van 1 januari 1995 tot 30 juni 1997), de administratie geen enkele afhouding heeft uitgevoerd op basis van de vóór 1 januari 1981 betaalde kapitalen, vermits zij niet beschikte over informatie betreffende de vóór die datum betaalde kapitalen.

In ondergeschikte orde voert de Ministerraad de ontstentenis van discriminatie aan; aangezien de gepensioneerde veeleer voor de kapitalisatie dan voor de rente kiest, neemt hij vrij een risico, waarbij die keuze meer of minder gunstig kan blijken, naar gelang van zijn werkelijke levensduur in vergelijking met de levensverwachting.

A.12.1. De verzoekende partijen bekritisieren ten slotte het fictieve uitstel van de betaaldatum van het kapitaal tot de datum waarop het wettelijk pensioen ingaat, wat tot gevolg heeft dat het bedrag van de fictieve rente en dus van de solidariteitsafhouding gevoelig wordt verhoogd. Die discriminatie is bijgesteld bij artikel 13, 1°, van de wet van 13 juni 1997, maar enkel vanaf 1 juli 1997, zodat zij blijft voortbestaan voor de periode tussen 1 januari 1995 en 30 juni 1997.

A.12.2. Volgens de Ministerraad compenseert die bepaling het feit dat, aangezien de afhouding enkel kan worden uitgevoerd op het wettelijk pensioen en niet op het kapitaal, zij niet reeds bij de storting van het kapitaal kon worden verricht.

*Wat betreft het tweede en het derde onderdeel van het tweede middel*

A.13.1. Het tweede onderdeel van het middel voert de discriminatie aan die zou zijn ingevoerd tussen de begunstigden van een kapitaal van een groepsverzekering of van een pensioenfonds dat na 31 december 1996 is betaald en de begunstigden van een kapitaal dat vóór 1 januari 1997 is betaald. Het derde onderdeel voert zijnerzijds de discriminatie aan die zou zijn ingevoerd tussen de begunstigden van een kapitaal dat is gestort na 31 december 1996 en de begunstigden van een reële rente, wanneer het kapitaal vóór de ingang van het wettelijk pensioen is gestort.

A.13.2. Bij artikel 68, § 5, van de wet van 30 maart 1994, zoals gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd bij het betwiste artikel 11, 2°, van de wet van 13 juni 1997, is een nieuw systeem ingesteld dat voortaan bestaat in de inning van een afhouding op het kapitaal en niet langer op een fictieve rente.

A.13.3. Terwijl in het nieuwe systeem de afhouding betrekking zal hebben op het volledige kapitaal, zal de afhouding voor de begunstigden van een kapitaal dat is gestort vóór 1 januari 1997 slechts worden toegepast voor de maandelijkse bedragen ten aanzien waarvan zij daadwerkelijk een wettelijk pensioen genieten, waarbij dat laatste overigens in bepaalde omstandigheden kan worden geschorst (overschrijding van het toegestane inkomensplafond).

A.13.4. Op dezelfde wijze (derde onderdeel) wordt, wanneer het kapitaal is betaald vóór de datum van het wettelijk pensioen, bijvoorbeeld in geval van brugpensioen, voor de begunstigde van een kapitaal de solidariteitsbijdrage afgehouden op het volledige kapitaal en bij de inning ervan, terwijl de begunstigde van een reële rente die afhouding pas zal ondergaan vanaf de datum van het pensioen.

A.14. De Ministerraad onderstreept in de eerste plaats het gebrek aan belang van de eerste zes verzoekers.

Wat het tweede onderdeel betreft merkt hij, enerzijds, op dat de wetgever het recht heeft om een wetgeving te wijzigen indien hij zulks opportuun en nodig acht en, anderzijds, dat het verschil in behandeling verantwoord is.

Wat het derde onderdeel betreft, wordt aangevoerd dat de begunstigden van een kapitaal en die welke een reële rente genieten objectief verschillende categorieën zijn. Voor de eerstgenoemden, wordt het kapitaal, zodra de bijdrage daarvan is afgehouden, enkel nog in aanmerking genomen voor de vaststelling van het tarief (0 tot 2 pct.) dat enkel op hun pensioen moet worden toegepast. Voor de laatstgenoemden worden de afhoudingen, om concrete redenen van inning, uitgevoerd vanaf de ingang van het wettelijk pensioen maar zulks zonder beperking in de tijd. Het verschil van het totale bedrag van de afhoudingen van het ene systeem ten opzichte van het andere zal afhangen van de werkelijke levensduur van de begunstigde in verhouding tot zijn levensverwachting : indien de werkelijke levensduur langer is dan de levensverwachting, zal het verschil van belang zijn voor de begunstigden van een kapitaal en, in het omgekeerde geval, voor de begunstigden van een rente.

*Memories van C. Reuteurskiold en K.-H. Haddenbrock, tussenkomenende partijen*

A.15. Wat betreft hun belang om voor het Hof in rechte te treden, voeren die partijen beiden de procedure aan die zij hebben ingesteld voor de Arbeidsrechtbank te Nijvel; in het kader van die procedures beroept de Rijksdienst voor Pensioenen zich op de artikelen 11, 2°, en 12 van de wet van 13 juni 1997 aan om de door die partijen betwiste afhoudingen te verantwoorden. De vernietiging door het Hof van de voormelde bepalingen zou voor de Rijksdienst voor Pensioenen tot de verplichting leiden om de genoemde afhoudingen terug te betalen, wat de grondslag vormt voor het belang om tussen te komen van C. Reuteurskiold en K.-H. Haddenbrock.

A.16. Ten gronde voeren de tussenkomenende partijen aan dat uit het oorspronkelijke artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 voortvloeiende dat de vóór 1 januari 1995 betaalde kapitalen niet aan de solidariteitsafhouding onderworpen waren. In samenhang gelezen met artikel 15 van de machtigingswet van 26 juli 1996 — waarbij de Koning de verplichting wordt opgelegd om de door de gepensioneerden vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet verkregen rechten in acht te nemen —, volgt daaruit dat het koninklijk besluit van 16 december 1996 de solidariteitsafhouding niet kon uitbreiden tot alle pensioenen en andere voordelen, ongeacht hun datum van ingang of uitkering.

De bekrachtiging, door de wetgever, van dat onwettige besluit heeft tot gevolg dat de burgers het recht wordt ontzegd om een beroep tot vernietiging in te stellen bij de Raad van State alsmede het recht om zich te beroepen op de toepassing van artikel 159 van de Grondwet, en hun zodoende op discriminerende wijze essentiële juridictionele waarborgen worden ontzegd.

De door de wetgever aangevoerde verantwoordingen ten aanzien van die bekrachtiging zijn hoofdzakelijk van budgettaire aard, namelijk de zorg om de mogelijke verplichting tot terugbetaling van bepaalde afhoudingen te vermijden. Een dergelijke verantwoording impliceert dat de wetgever ten gronde het recht van de gepensioneerden op de terugbetaling van de genoemde afhoudingen erkent.

A.17. De Ministerraad betwist in de eerste plaats het belang van de tussenkomenende partijen bij het middel, aangezien zij niet binnen de termijn een beroep hebben ingesteld bij de Raad van State tegen het koninklijk besluit van 16 december 1996; het verlies van die juridictionele waarborg dateert dus van vóór de wet van 13 juni 1997. Er wordt bovendien onderstreept dat in de bekrachtiging van het koninklijk besluit van 16 december 1996 was voorzien in de machtigingswetten en dat de rechtspraak van het Hof dergelijke bekrachtigingen toestaat, vermits het van oordeel is dat de wetgever hierdoor de controle op de uitoefening van de bevoegdheden die hij aan de uitvoerende macht toevertrouwt kan versterken.

- B -

*De in het geding zijnde bepalingen*

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 11, 2°, en 12 van de wet van 13 juni 1997 « tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels ». Het voormelde artikel 11, 2°, wordt slechts aangevochten in zoverre het, enerzijds, artikel 68, § 2, derde lid, en § 5, van de wet van 30 maart 1994, zoals gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1996, en, anderzijds, artikel 2 van dat koninklijk besluit bekrachtigt.

*De wordingsgeschiedenis*

B.2. Artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 « houdende sociale bepalingen » heeft een afhouding, gemeenzaam « solidariteitsbijdrage » genoemd, ingesteld op de wettelijke ouderdoms-, rust-, anciënniteits- en overlevingspensioenen en op de andere voordelen die als pensioen gelden of bestemd zijn om het pensioen aan te vullen. Het preciseert met name het bedrag van die afhouding en machtigt de Koning om de specifieke regels vast te stellen volgens welke de afhouding moet worden uitgevoerd.

Artikel 68, tweede lid, preciseerde de toepassing in de tijd van de solidariteitsafhouding : deze zal « vanaf 1 januari 1995 [...] worden verricht op de pensioenen en andere voordelen die vanaf diezelfde datum betaald worden ».

B.3.1. Op 28 oktober 1994 is het koninklijk besluit « tot uitvoering van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen » aangenomen.

Dat koninklijk besluit werd in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd op 29 december 1994, dit wil zeggen na de publicatie op 23 december 1994 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, die de bevoegdheid van de Koning uitbreidt zonder de toepassingsfeer van artikel 68 van de voormelde wet van 30 maart 1994 te wijzigen.

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 worden verscheidene begrippen gedefinieerd, waaronder (b) het « aanvullend voordeel » : dat wordt gedefinieerd als « elk voordeel bedoeld als aanvulling van een pensioen [...] ongeacht het feit of het periodieke of in de vorm van kapitaal betaalde voordelen betreft ». Het bepaalt niet dat dit kapitaal vanaf 1 januari 1995 moet zijn betaald.

Artikel 4, § 2, bepaalt :

« Indien een pensioen en/of aanvullend voordeel in kapitaal werd betaald, wordt het op de volgende wijze in een fictieve rente omgezet.

De omzetting geschiedt door het bedrag van het kapitaal te delen door de coëfficiënt die, volgens de van kracht zijnde barema's inzake de omzetting in kapitaal van arbeidsongevallenrenten in de openbare dienst, overeenstemt met de leeftijd van de betrokkene op de dag van de betaling van het kapitaal. Indien het kapitaal niet ineens wordt betaald, geschiedt een omzetting voor elke gedeeltelijke betaling. Wanneer het pensioen op het ogenblik van de betaling van het kapitaal nog niet is ingegaan wordt de leeftijd van de betrokkene op het ogenblik van de betaling van het kapitaal voor de omzetting vervangen door de leeftijd op het ogenblik van de ingang van het pensioen.

[...] »

B.3.2. Het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 heeft het voorwerp uitgemaakt van een beroep voor de Raad van State, dat is ingesteld door verscheidene gepensioneerden en door de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk in deze zaak.

B.4. Op 26 juli 1996 zijn twee wetten aangenomen, de ene « strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie », de andere « tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels ».

Die wetten machtigen de Koning om de wetgeving inzake pensioenen te wijzigen : artikel 3 van de eerstgenoemde wet machtigt Hem tot het nemen van maatregelen om « het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid te waarborgen », artikel 15 van de laatstgenoemde wet machtigt Hem om « wijzigingen aan te brengen aan de financieringstechnieken, inzonderheid aan de regelgeving inzake de solidariteitsinhouding ». De beide wetten voorzien in de bekrachtiging van de op basis ervan genomen besluiten.

B.5.1. De Koning heeft, zich baserend op die dubbele machtiging, op 16 december 1996 een koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 aangenomen. Dat besluit heeft in essentie een dubbel onderwerp.

B.5.2. Enerzijds, zoals aangegeven in het Verslag aan de Koning (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1996, p. 32009) « herschrijft » artikel 1 ervan « artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 [...] en hergroepeert het er alle fundamentele begrippen in die thans opgenomen zijn zowel in het huidige artikel 68 als in voormeld koninklijk besluit van 28 oktober 1994. [Het] voegt [...] in dezelfde wet de nieuwe artikelen 68bis tot en met 68quinquies in, die sommige bepalingen van dat koninklijk besluit hernemen [...] ».

Onder de in het nieuwe artikel 68, § 1, vermelde definities is voor het begrip « aanvullend voordeel » een definitie opgenomen die in essentie identiek is met die welke in het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 is gegeven; noch die bepaling, noch paragraaf 2 betreffende de omzetting van de pensioenen en de in kapitaal betaalde voordelen in een fictieve rente beperken de bedoelde aanvullende voordelen tot diegene die vanaf 1 januari 1995 zijn betaald.

In zoverre het beroep artikel 1 beoogt van het koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd bij artikel 11, 2°, van de wet van 13 juni 1997, is het beperkt tot de enkele paragrafen 2, derde lid, en 5 van het nieuwe artikel 68, ingevoegd bij het voormelde artikel 1; die paragrafen bepalen :

« § 2. [...] »

De omzetting in een fictieve rente van pensioenen en aanvullende voordelen die werden betaald in de vorm van een kapitaal, geschiedt door het bedrag van het kapitaal te delen door de coëfficiënt die, volgens de van kracht zijnde barema's inzake de omzetting in kapitaal van arbeidsongevallenrenten in de overheidssector, overeenstemt met de leeftijd van begunstigde op de dag van de betaling van het kapitaal. Wanneer het pensioen op het ogenblik van de betaling nog niet is ingegaan wordt de leeftijd van de betrokkene op het ogenblik van de betaling van het kapitaal voor de omzetting vervangen door de leeftijd op het ogenblik van de ingang van het pensioen. De Koning kan op basis van de meest recente mortaliteitstabellen andere omzettingsbarema's vaststellen die zullen worden gebruikt voor de toepassing van dit artikel. Elke wijziging van omzettingsbarema's brengt de vaststelling van een nieuw bedrag van de fictieve rente met zich mee.

[...]

§ 5. Het gedeelte van de met toepassing van § 2 uit te voeren afhouding dat overeenstemt met door Belgische uitbetalingsinstellingen na 31 december 1996 in de vorm van een kapitaal betaalde aanvullende voordelen wordt niet verricht.

De Belgische uitbetalingsinstelling van een na 31 december 1996 in de vorm van een kapitaal betaald aanvullend voordeel waarvan het bedrag hoger is dan 100 000 frank, verricht, bij de uitbetaling van het kapitaal, ambtshalve een afhouding gelijk aan 2 t.h. van het brutobedrag van dat kapitaal.

Het in het tweede lid bepaalde percentage van 2 t.h. wordt vervangen door 1 t.h. voor kapitalen waarvan het brutobedrag lager is dan 1 000 000 frank. Dit is eveneens het geval voor kapitalen waarvan het brutobedrag lager is dan 3 000 000 frank indien zij uitbetaald worden ten gevolge van een overlijden.

Tijdens de maand die volgt op de uitbetaling van het kapitaal stort de uitbetalingsinstelling de opbrengst van de met toepassing van het tweede en het derde lid uitgevoerde afhouding aan de Rijksdienst.

Indien bij de eerste uitbetaling van het definitief bedrag van een wettelijk pensioen die volgt op de uitbetaling van een kapitaal blijkt dat het percentage van de met toepassing van § 2 uit te voeren afhouding kleiner is dan het percentage van de afhouding die op het kapitaal werd verricht, stort de Rijksdienst aan begunstigde een bedrag terug dat gelijk is aan het verschil tussen enerzijds het bedrag van de afhouding die op het kapitaal werd verricht en anderzijds het bedrag dat verkregen wordt door ditzelfde kapitaal met het percentage van de met toepassing van § 2 uit te voeren afhouding te vermenigvuldigen. Indien de terugstorting plaatsvindt meer dan zes maanden na de datum van de eerste uitbetaling van het definitief bedrag van een wettelijk pensioen, is de Rijksdienst van rechtswege aan begunstigde nalatigheidsintresten verschuldigd op het teruggestorte bedrag. Deze intresten, waarvan het percentage gelijk is aan 4,75 t.h. per jaar, beginnen te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van de termijn van zes maanden. De Koning kan het percentage van deze nalatigheidsintresten aanpassen.

[...] »

B.5.3. Anderzijds, verklaart het eveneens in het beroep beoogde artikel 2 van het besluit van 16 december 1996 de tussen 11 augustus 1996 en 31 december 1996 uitgevoerde afhoudingen « op geldige wijze verricht ». Het bepaalt immers :

« De afhoudingen die, met toepassing van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, zoals het luidde voor zijn vervanging door artikel 1, en van het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 tot uitvoering van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, vanaf 11 augustus tot en met 31 december 1996 werden verricht op de pensioenen die betaald werden tijdens voormelde periode, werden op geldige wijze verricht in de mate waarin de bedragen van de verrichte afhoudingen overeenkomen met artikel 1. Hetzelfde geldt voor de afhoudingen die zullen worden verricht op pensioenachterstallen die betrekking hebben op de hiervoor bepaalde periode. »

B.5.4. Zoals hierna zal worden opgemerkt, maakt het koninklijk besluit van 16 december 1996 het voorwerp uit van een beroep tot vernietiging bij de Raad van State.

B.6. Ten slotte bevestigt de wet van 13 juni 1997 de koninklijke besluiten die met toepassing van de twee voormelde wetten van 26 juli 1996 zijn genomen.

De verzoekers beperken hun beroep tot de enkele artikelen 11, 2°, en 12 van die wet.

Artikel 11, 2°, van de wet van 13 juni 1997 bepaalt :

« Zijn bekrachtigd met uitwerking van de datum van inwerkingtreding :

1° [...]

2° [het] koninklijk besluit van 16 december 1996 tot wijziging van de wet van 30 april 1994 houdende sociale bepalingen, met toepassing van de artikelen 15, 6°, en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 4°, en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. »

Zoals hiervoor aangegeven, betwisten de verzoekende partijen enkel artikel 1 — beperkt tot de enkele paragrafen 2, derde lid, en 5 van het nieuwe artikel 68 — en artikel 2 van dat bekrachtigd koninklijk besluit.

Artikel 12 van de wet van 13 juni 1997 bepaalt overigens :

« De afhoudingen die, met toepassing van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, zoals het luidde vóór zijn vervanging door artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1996, bedoeld in artikel 11, 2°, van deze wet, en van het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 tot uitvoering van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, vanaf 1 januari 1995 tot en met 10 augustus 1996 werden verricht op de pensioenen die betaald werden tijdens voormelde periode, zijn op geldige wijze verricht, in de mate waarin de bedragen van de verrichte afhoudingen overeenstemmen met de bepalingen van artikel 1 van voornoemd koninklijk besluit van 16 december 1996. Hetzelfde geldt voor de afhoudingen die zullen verricht worden op pensioenachterstallen die betrekking hebben op de hiervoor bepaalde periode.

In afwijking van het eerste lid wordt het bedrag van de fictieve rente, berekend overeenkomstig artikel 68, § 2, derde lid, van voormelde wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, zoals vervangen door artikel 1 van het voormeld koninklijk besluit van 16 december 1996, voor de periode van 1 januari 1995 tot en met 30 juni 1995, verbonden aan de spilindex die op de datum van de betaling van het kapitaal gebruikt werd voor de indexering van het pensioen, en wordt het aan de latere schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen gekoppeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 68, § 2, vijfde lid, van voormelde wet van 30 maart 1994, zoals vervangen door artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 16 december 1996. »

#### *Ten gronde*

B.7. De grief die door de verzoekende partijen wordt aangevoerd is tweevoudig :

— enerzijds, bekritisieren zij de geldigverklaring van de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 gedane afhoudingen (eerste en derde onderdeel van het eerste middel);

— anderzijds, betwisten zij het systeem van de solidariteitsafhoudingen zoals dat geldt sinds 1 januari 1997 (tweede onderdeel van het eerste middel en het volledige tweede middel).

In wat volgt worden beide bezwaren onderzocht.

#### *Ten aanzien van de geldigverklaring van de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 verrichte afhoudingen*

B.8. Volgens de verzoekende partijen zouden artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd bij artikel 11, 2°, van de wet van 13 juni 1997, en artikel 12 van die wet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, in samenhang gelezen met de artikelen 6.1 en 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, aangezien zij « een ontoelaatbare inmenging van de wetgevende macht in de rechtsbedeling [vormen] met als doel invloed uit te oefenen op de gerechtelijke ontknoping van de geschillen waarin de Rijksdienst voor Pensioenen is betrokken »; voor de verzoekende partijen vormen de in het geding zijnde bepalingen aldus een « aantasting van de beginselen van de scheiding der machten, van de gelijkheid van de burgers voor de hoven en rechtbanken, van de rechtszekerheid afgeleid uit de voorzienbaarheid van de rechtsregels en van de wapengelijkheid die tussen de partijen bij een proces moeten bestaan ».

De tussenkomende partijen bekritisieren hunnerzijds de bekrachtiging van het koninklijk besluit van 16 december 1996, in zoverre zij tot gevolg zou hebben dat de burgers die door het genoemde, volgens hen onregelmatige koninklijk besluit zijn benadeeld, de mogelijkheid zou worden ontzegd de vernietiging ervan door de Raad van State of de niet-toepassing ervan door de hoven en rechtbanken te verkrijgen.

B.9. De verzoekende partijen doen opmerken, wat overigens niet door de Ministerraad wordt betwist, dat de bij artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 ingestelde solidariteitsafhouding, vanaf de aanneming van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 28 oktober 1994, talrijke jurisdictionele procedures heeft veroorzaakt.

Enerzijds, heeft dat koninklijk besluit het voorwerp uitgemaakt van een beroep tot vernietiging voor de Raad van State; volgens de verzoekende partijen zijn de ter staving van het verzoekschrift aangevoerde middelen met name afgeleid uit de schending van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994 — in zoverre het niet toestaat dat vóór 1 januari 1995 betaalde kapitalen aan de afhouding worden onderworpen —, artikel 105 van de Grondwet, het algemeen beginsel van niet-retroactiviteit, artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. In het verslag van de auditeur werd geconcludeerd tot de vernietiging van het besluit. Bij arrest van 29 juli 1997 heeft de Raad van State de uitspraak uitgesteld, rekening houdend met de artikelen 11, 2°, en 12 van de wet van 13 juni 1997 — waarbij de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 verrichte afhoudingen geldig worden verklaard — en zulks in afwachting van een beoordeling door het Hof van de door de verzoekende partijen betwiste grondwettigheid van de voormelde bepalingen.

Anderzijds, hebben talrijke gepensioneerden voor de arbeidsgerechten vorderingen ingesteld tot terugbetaling van een deel van de met toepassing van het voormelde koninklijk besluit van 28 oktober 1994 op hun pensioen verrichte solidariteitsafhoudingen; een van de essentiële middelen die worden aangevoerd is de voormelde onwettigheid van het genoemde besluit ten aanzien van artikel 68 van de wet van 30 maart 1994. Het blijkt dat een aanzienlijk aantal van die procedures in eerste aanleg heeft geleid tot de veroordeling van de Staat tot de terugbetaling van het deel van de afhoudingen dat overeenstemt met de vóór 1 januari 1995 gestorte kapitalen, wegens de voormelde onwettigheid van het koninklijk besluit van 28 oktober 1994; tegen die beslissingen is, volgens de memories, hoger beroep ingesteld.

Ten slotte is tegen het koninklijk besluit van 16 december 1996 ook een beroep tot vernietiging bij de Raad van State ingesteld, dat momenteel hangende is.

B.10. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd bij artikel 11, 2°, van de wet van 13 juni 1997, verklaart de tussen 11 augustus en 31 december 1996 uitgevoerde solidariteitsafhoudingen « op geldige wijze verricht »; artikel 12 van dezelfde wet valideert eveneens de tussen 1 januari 1995 en 10 augustus 1996 verrichte afhoudingen.

Die bepalingen hebben onmiskenbaar gevolgen zowel wat de reeds afgehandelde als de nog hangende rechtsgedingen betreft.

Volgens een grondbeginsel van de Belgische rechtsorde kunnen de rechterlijke beslissingen slechts door het aanwenden van rechtsmiddelen worden bestreden. Doordat de wetgever op algemene wijze de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 gedane afhoudingen geldig verklaart, en dus ook die welke het voorwerp zijn geweest van een rechterlijke beslissing, doet hij afbreuk aan het gewijsde van die beslissing.

Ten aanzien van de hangende gedingen voor de hoven en rechtbanken verhindert de geldigverklaring dat de rechter nog gevolgen kan verbinden aan de door hem geconstateerde onregelmatigheid van de bestreden afhoudingen.



Wat ten slotte het beroep tot vernietiging voor de Raad van State tegen het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 betreft, heeft de geldigverklaring van de individuele afhoudingen tot gevolg dat de verzoekers dreigen hun belang te verliezen en zal zij in elk geval aan een eventuele vernietiging haar nuttig effect ontnemen.

De geldigverklaring van de op grond van het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 gedane afhoudingen heeft aldus, zowel ten aanzien van de afgehandelde als ten aanzien van de hangende rechtsgedingen, tot gevolg dat ten aanzien van een categorie van rechtsonderhorigen afbreuk wordt gedaan aan essentiële beginselen van de rechterlijke organisatie en daarmee samenhangend aan de jurisdictionele waarborgen die elke burger toekomen.

B.11. De aard van de in het geding zijnde beginselen vereist dat buitengewone omstandigheden die tussenkomst van de wetgever die, ten nadele van een categorie van burgers afbreuk doet aan fundamentele jurisdictionele waarborgen, verantwoordt. De ter staving van de voormelde bepalingen aangevoerde motieven dienen bijgevolg te worden onderzocht.

B.12.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de betwiste bepalingen volgt dat de geldigverklaringen gebaseerd waren op een drievoudige beschouwing: het ging erom « rechtsonzekerheid » en « negatieve budgettaire repercussies » te vermijden alsmede te vermijden dat er onder de gepensioneerden ongelijkheden in het leven zouden worden geroepen (Verslag aan de Koning dat het koninklijk besluit van 16 december 1996 voorafgaat, *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1996, pp. 32010 en 32011; *Gedr. St., Kamer*, 1996-1997, nr. 925/1, pp. 11 tot 13).

B.12.2. In verband met de erkende zorg te vermijden dat rechtsonzekerheid in het leven wordt geroepen, stelt het Hof vast dat het feit dat men met terugwerkende kracht de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 verrichte afhoudingen aan elke vorm van wettigheidskritiek onttrekt, veeleer dan de rechtszekerheid te herstellen, daarentegen tot gevolg heeft dat deze teniet wordt gedaan, vermits de rechtzoekenden aldus het recht wordt ontzegd de wettigheid te laten herstellen wat de gedurende de voormelde periode verrichte afhoudingen betreft.

B.12.3. Wat betreft het argument afgeleid uit de budgettaire repercussies, doet het Hof opmerken dat dit in de parlementaire voorbereiding als volgt werd gepreciseerd:

« De validering [...] is evenzeer onontbeerlijk als men de budgettaire repercussies wil vermijden die voor de uitvoering van de begroting 1996 en 1997 zouden kunnen voortvloeien uit de eventuele verplichting om bepaalde afhoudingen terug te betalen. De volledige terugbetaling van de inhoudingen voor de periode tot 10 augustus 1996 zou de deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie in het gedrang kunnen brengen. » (*Gedr. St., Kamer*, 1996-1997, nr. 925/1, p. 12)

Betreffende de zorg om te vermijden dat bepaalde afhoudingen moeten worden terugbetaald — naast de aldus gemaakte, impliciete maar zekere verwijzing naar de jurisdictionele procedures die de Staat tot dergelijke terugbetalingen kunnen verplichten — kan niet worden aangenomen dat de Staat zijn budgettaire evenwicht baseert op de bewaring van ten onrechte geïnde sommen, en a fortiori dat hij daartoe de rechtscolleges verhindert uitspraak te doen over de regelmatigheid van de inning van de genoemde sommen. Ten overvloede merkt het Hof op dat de verplichting tot terugbetaling geen betrekking zou hebben op het volledige bedrag van de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 geïnde solidariteitsafhoudingen maar uitsluitend op diegene die ten onrechte werden geïnd, in het bijzonder rekening houdend met fictieve renten die overeenstemmen met de vóór 1 januari 1995 betaalde kapitalen en voordelen.

B.12.4. Ten slotte kan de wettige zorg om de gelijkheid onder de gepensioneerden te waarborgen, de fundamentele breuk van gelijkheid die door de betwiste bepalingen wordt veroorzaakt ten aanzien van de jurisdictionele waarborgen, tot nadeel van de gepensioneerden die de vermelde afhoudingen hebben ondergaan, niet verantwoordt.

B.12.5. Uit wat voorafgaat volgt dat artikel 11, 2°, in zoverre het artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1996 bekrachtigt, en artikel 12 van de wet van 13 juni 1997, zonder aanneembare verantwoording afbreuk doen aan de door de Grondwet verleende jurisdictionele waarborgen; zij schenden bijgevolg de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De bestreden bepalingen dienen dan ook te worden vernietigd in zoverre ze bepalen dat de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 gedane afhoudingen geldig zijn verricht.

B.12.6. Het Hof merkt op dat het nieuwe artikel 68, § 2, derde lid, van de wet van 30 maart 1994, ingevoegd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1996 dat is bekrachtigd bij artikel 11, 2°, van de bestreden wet, in werking treedt op 1 januari 1997 (artikel 11, eerste lid, van de wet van 13 juni 1997). Die bepaling kan dus geenszins worden geïnterpreteerd als zou zij een juridische basis bieden voor de solidariteitsafhoudingen die tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 zijn verricht. Die bepaling is dus niet aangetast door de gebreken van ongrondwettigheid die de validatiemaatregelen aantasten.

B.12.7. Wat betreft ten slotte de verwijzing in het eerste onderdeel van het eerste middel naar artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, stelt het Hof vast, zonder dat het nodig is te onderzoeken of die bepaling toepasbaar is op de in het geding zijnde zaak, dat de verzoekende partijen daaruit geen enkel argument afleiden dat verschilt van die welke ze uit de door hen aangevoerde grondwetsbepalingen afleiden.

B.13. In het derde onderdeel van het eerste middel voeren de verzoekers een schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 14 van dat Verdrag doordat het optreden van de wetgever, waarbij de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 gedane afhoudingen geldig werden verklaard, ertoe strekt hun een schuldvordering te ontzeggen op het gedeelte van hun pensioen dat hun niet is betaald als gevolg van onverantwoorde afhoudingen, terwijl het bestaan van die schuldvorderingen door de rechtbanken is erkend.

De vernietiging van de bestreden bepalingen zoals die volgt uit B.12.5 heeft tot gevolg dat die grief van de verzoekers geen voorwerp meer heeft.

B.14.1. In het tweede onderdeel van het eerste middel wordt een schending aangevoerd van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 14 van dat Verdrag.

Volgens de verzoekers wordt het eigendomsrecht aangetast door een afhouding op te leggen die wordt berekend op een fictieve rente die wordt geacht overeen te stemmen met kapitalen van groepsverzekeringen of pensioenfondsen betaald vóór 1 januari 1997, terwijl die kapitalen zijn opgenomen in het patrimonium van de begunstigden. Daarbij voeren de verzoekers in het bijzonder aan dat zeker de begunstigden van kapitalen betaald vóór 1 januari 1995 ervan mochten uitgaan dat ze over die bedragen vrij konden beschikken.

B.14.2. Wat de begunstigden van kapitalen van groepsverzekeringen of pensioenfondsen die vóór 1 januari 1995 zijn uitbetaald betreft, merkt het Hof op :

a) dat de solidariteitsafhoudingen niet geschieden op die kapitalen, maar enkel op de eventueel aan de begunstigden ervan maandelijks uitgekeerde wettelijke pensioenen; er is immers geen afhouding indien er geen maandelijks wettelijk pensioen wordt toegekend, hoe groot ook het ontvangen kapitaal moge zijn geweest;

b) dat de door de wet van 30 maart 1994 ingevoerde solidariteitsafhoudingen voor de begunstigden van publieke pensioenen en voor de begunstigden van private pensioenen aan wie geen kapitalen werden uitgekeerd, voordien niet méér voorzienbaar waren dan dit het geval is sinds het toepasselijk worden van het koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd bij artikel 11, 2°, van de voormelde wet van 13 juni 1997, voor het in aanmerking nemen, voor de berekening van een solidariteitsafhouding op de maandelijks uitbetaalde wettelijke pensioenen aan de begunstigden van private pensioenen aan wie kapitalen van groepsverzekeringen of pensioenfondsen werden uitbetaald, van een fictieve rente die overeenstemt met de hen voordien uitgekeerde kapitalen;

c) dat de wetgever vermocht te oordelen dat het onbillijk zou zijn indien de begunstigden van private pensioenen aan wie kapitalen van groepsverzekeringen of pensioenfondsen werden uitbetaald, blijvend zouden worden vrijgesteld van de nieuw ingevoerde solidariteitsverplichting, alhoewel zij naast hun wettelijk pensioen ook de voordelen genieten die voortvloeien uit die reeds uitgekeerde kapitalen, die trouwens uitdrukkelijk bestemd zijn om hun wettelijke pensioenen aan te vullen.

Rekening houdend met deze elementen oordeelt het Hof dat het beginsel van het in aanmerking nemen van een fictieve rente die overeenstemt met vroeger uitbetaalde kapitalen van groepsverzekeringen of pensioenfondsen voor het berekenen, vanaf 1 januari 1997, van de solidariteitsafhouding die wordt toegepast op de maandelijks uitbetaalde wettelijke pensioenen op zich niet strijdig is met het gelijkheidsbeginsel.

Wel vergt het gelijkheidsbeginsel dat de verschillende categorieën van rechtsonderhorigen die door de bestreden maatregel worden getroffen, in gelijke mate worden getroffen. Het onderzoek daarvan valt samen met het onderzoek van het tweede middel.

B.14.3. In tegenstelling tot wat de verzoekers beweren, wordt, wat de kapitalen uitgekeerd vóór 1 januari 1997 — dus ook die welke zijn uitgekeerd vóór 1 januari 1995 — betreft, het recht van vrije beschikking niet aangetast en gaat het niet om de ontneming van de eigendom zelf. Zoals reeds gezegd dienen die kapitalen immers slechts als basis voor het bepalen van een fictieve rente op grond waarvan de solidariteitsafhoudingen met ingang van 1 januari 1997 worden gedaan.

Artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalt dat de bescherming van het eigendomsrecht « op geen enkele wijze het recht aantast [...] dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boetes te verzekeren ».

Die bepaling erkent uitdrukkelijk de bevoegdheid voor de nationale overheden om belastingen en andere heffingen op te leggen.

Weliswaar is de wetgever ertoe gehouden bij het opleggen van fiscale maatregelen het gelijkheidsbeginsel te respecteren. Zoals hiervoor is gezegd, valt het onderzoek naar de eventuele schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door de bestreden bepalingen samen met het onderzoek van het tweede middel.

B.15. Dat tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door de betwiste bepalingen; het bevat drie onderdelen.

Het eerste onderdeel bekritiseert de discriminatie die zou zijn ingevoerd tussen de begunstigden van een voordeel dat als aanvullend pensioen dient en dat vóór 1 januari 1997 in kapitaal is betaald, en diegenen die het in de vorm van een lijfrente innen; vervolgens worden bekritiseerd : de in aanmerking genomen omzettingsschaal, de ontstentenis van beperking van de duur van de fictieve rente alsmede de aanvang op de pensioendatum ingeval het kapitaal vóór de genoemde datum wordt betaald. Rekening houdend met de door artikel 13 van de wet van 13 juni 1997 (inwerkingtreding op 1 juli 1997) aangebrachte wijzigingen beperken de verzoekers hun kritiek tot de periode van 1 januari 1995 tot 30 juni 1997.

Het tweede onderdeel bekritiseert de discriminatie die zou zijn ingevoerd onder de begunstigden van een kapitaal, naargelang dat vóór of vanaf 1 januari 1997 is betaald; gelet op de inning op het kapitaal die wordt ingevoerd bij het nieuwe artikel 68, § 5, van de wet van 30 maart 1994, zullen de begunstigden van een vanaf 1 januari 1997 betaald kapitaal de afhouding ondergaan op het volledige bedrag van het kapitaal, terwijl diegenen die een kapitaal genieten dat vóór de voormelde datum is betaald de afhoudingen slechts zullen ondergaan op de maandelijks bedragen waarvoor zij daadwerkelijk een wettelijk pensioen ontvangen.

Het derde onderdeel ten slotte bekritiseert de discriminatie die zou zijn ingevoerd tussen de begunstigden van een kapitaal dat is gestort vanaf 1 januari 1997 en de begunstigden van een reële rente, in de veronderstelling waarin het kapitaal is gestort vóór de aanvangsdatum van het wettelijk pensioen; terwijl eerstgenoemden de afhouding zullen ondergaan op het volledige bedrag van het kapitaal, zullen laatstgenoemden de afhouding slechts ondergaan voor de maandelijks bedragen waarvoor zij daadwerkelijk een wettelijk pensioen ontvangen.

B.16. Het eerste onderdeel van het tweede middel bekritiseert met name de geldigverklaring, in de artikelen 11, 2° — in zoverre het artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1996 bekrachtigt —, en 12 van de wet van 13 juni 1997, van de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 uitgevoerde afhoudingen, terwijl die afhoudingen discriminerend zouden zijn ten aanzien van de in dat onderdeel van het middel aangegeven motieven.

Aangezien die argumentatie niet van dien aard is dat ze tot een ruimere vernietiging leidt dan die welke voortvloeit uit het onderzoek van het eerste middel, dient het tweede middel niet te worden onderzocht, in zoverre het betrekking heeft op artikel 11, 2° — wat het voormelde onderwerp betreft —, en op artikel 12 van de wet van 13 juni 1997.

Daaruit volgt dat het Hof het tweede middel slechts zal onderzoeken in zoverre het betrekking heeft op het nieuwe artikel 68, § 2, derde lid, en § 5, van de wet van 30 maart 1994, zoals gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd met ingang van 1 januari 1997 door artikel 11, 2°, van de wet van 13 juni 1997.

Bovendien moet worden opgemerkt dat de bestreden regeling, wat sommige aspecten ervan betreft, pas met ingang van 1 juli 1997 door artikel 13 van de wet van 13 juni 1997 door een andere regeling werd vervangen. Die bepaling werd evenwel niet ter toetsing aan het Hof voorgelegd.

B.17.1. Het tweede onderdeel van het tweede middel is gebaseerd op een vergelijking van de situatie waarin de begunstigden van een vanaf 1 januari 1997 betaald kapitaal zich sinds de wijziging van artikel 68 bij het koninklijk besluit van 16 december 1996 bevinden, met de situatie van de begunstigden van een kapitaal dat vóór die datum is betaald.

B.17.2. Bij de invoering van de bestreden bepalingen heeft de wetgever ervoor geopteerd om voor de solidariteitsafhoudingen ten aanzien van kapitalen van groepsverzekeringen en pensioenfondsen niet langer het systeem van de fictieve omzetting in een rente te hanteren, doch die kapitalen te belasten aan de bron. Enerzijds, kon hij dat laatste systeem niet toepassen op kapitalen reeds uitgekeerd in het verleden en, anderzijds, vermocht hij het onbillijk te achten dat die kapitalen uit het verleden niet in aanmerking zouden worden genomen voor het bedrag van de solidariteitsafhouding. Hij heeft voor die kapitalen het stelsel van omzetting in een fictieve rente kunnen behouden.

B.17.3. Het is inherent aan het systeem van de omzetting in een fictieve rente en de maandelijkse afhouding van het pensioen, dat die afhoudingen slechts gebeuren voor de maanden dat men werkelijk een pensioen geniet; het is eveneens inherent aan de belasting van de kapitalen aan de bron dat die kapitalen in hun geheel worden belast.

Het tweede onderdeel van het tweede middel kan niet worden aangenomen.

B.18.1. Wat het eerste en het derde onderdeel van het tweede middel betreft, moet worden herinnerd aan het feit dat artikel 68 van de wet van 30 maart 1994, de toepassingsmaatregelen en de wijzigingen ervan een solidariteitsmechanisme onder de gepensioneerden willen invoeren; daartoe is een progressieve afhouding ingesteld die betrekking heeft op alle pensioeninkomens, en die bijgevolg zowel betrekking heeft op de wettelijke pensioenen (en de ermee gelijkgestelde) als op de aanvullende voordelen, die bestemd zijn om die wettelijke pensioenen aan te vullen.

Aangezien die aanvullende voordelen in de vorm van kapitaal of in de vorm van een periodiek voordeel (dit wil zeggen in de vorm van een rente) kunnen worden betaald, is het ten aanzien van de voormelde doelstelling van solidariteit verantwoord dat de wetgever zowel de ene als de andere van die beide vormen van betaling van aanvullende voordelen (artikel 68, § 1, c), nieuw) aan de afhouding heeft onderworpen.

B.18.2. Wat de in de vorm van kapitaal betaalde voordelen betreft, kan de afhouding in theorie ofwel rechtstreeks worden verricht op het gestorte kapitaal ofwel op een fictieve rente die voortvloeit uit de omzetting van het genoemde kapitaal.

De keuze voor de ene of de andere formule hangt van de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever af. Bovendien vormt, zoals is opgemerkt, de verandering van het ter zake gevoerde beleid bij het koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd door de wet van 13 juni 1997 — en het verschil in behandeling dat eruit voortvloeit voor de begunstigden van een kapitaal naargelang dat vóór of na 1 januari 1997 is gestort — op zich geen schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.18.3. Wat de vóór 1 januari 1997 in kapitaal betaalde voordelen betreft, heeft de wetgever gekozen voor de techniek waarbij het genoemde kapitaal in een fictieve rente wordt omgezet. Wat betreft de kritiek met betrekking tot de modaliteiten van die omzetting, behoren de keuze van de omzettingsschaal en de periode tijdens welke de fictieve renten aan afhoudingen worden onderworpen tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever; daaruit volgt dat die elementen aan de toetsing van het Hof ontsnappen, behoudens een klaarblijkelijk verkeerde beoordeling vanwege de wetgever.

Het blijkt niet dat zulks te dezen het geval is.

Het Hof doet in het bijzonder opmerken dat de oorspronkelijke keuze van de omzettingsschaal die inzake arbeidsongevallen van toepassing is in de openbare sector overeenstemde met de keuze van een schaal die reeds wordt toegepast inzake pensioenen, namelijk die van de openbare sector (artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 maart 1994).

Het Hof doet bovendien opmerken dat het gelijktijdige verloop van de afhouding en de aanvang van het wettelijk pensioen verantwoord is door het feit dat de solidariteitsafhouding slechts kan worden verricht vanaf de aanvang van het wettelijk pensioen.

Wat de ontstentenis vóór 1 juli 1997 van een beperking in de tijd van de fictieve rente betreft, doet het Hof ten slotte opmerken dat de Ministerraad — zonder door de partijen te worden tegengesproken heeft uiteengezet dat « gedurende de periode van 1 januari 1995 tot 30 juni 1997 de administratie geen enkele afhouding heeft verricht berekend op basis van de vóór 1 januari 1981 betaalde kapitalen ».

B.18.4. Wat de vanaf 1 januari 1997 in kapitaal betaalde voordelen betreft, is opgemerkt dat het nieuwe artikel 68, § 5, van de wet van 30 maart 1994 voortaan bepaalt dat de solidariteitsafhouding rechtstreeks op het kapitaal wordt geheven — ten bedrage van maximum 2 pct. — en zulks door de uitbetalingsinstelling.

In het derde onderdeel van het middel vergelijken de verzoekende partijen de situatie van de begunstigden van een in de vorm van kapitaal betaald voordeel — waarop de afhouding wordt verricht zoals hiervoor aangegeven — en die van de begunstigden van een in de vorm van een periodieke rente betaald voordeel.

Het Hof herinnert eraan dat, voor de berekening van de solidariteitsafhouding, de modaliteiten van inaanmerkingneming van de kapitalen en van de reële renten tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever behoren en dat die elementen aan de toetsing van het Hof ontsnappen, een klaarblijkelijk verkeerde beoordeling van de wetgever daargelaten.

Te dezen is zulks niet het geval. Het is klaarblijkelijk niet onredelijk te bepalen dat de op de kapitalen te verrichten afhouding wordt uitgevoerd op het ogenblik waarop ze worden gestort, zelfs indien het niet onmogelijk was een dergelijke afhouding toe te passen voor de begunstigden op het ogenblik waarop zij de pensioenleeftijd bereiken. Rekening houdend met het ingewikkelde karakter van de reglementering waarin men had moeten voorzien om de door de verzoekers geformuleerde verwijten te vermijden (voor de berekening van de solidariteitsafhouding rekening houden met de vóór de pensioenleeftijd geïnde reële renten) is het bovendien evenmin kennelijk onredelijk die reële renten slechts in aanmerking te nemen vanaf de pensioenleeftijd. De door de wetgever aangenomen maatregelen zijn niet strijdig met het beginsel van gelijkheid en discriminatie.

B.18.5. Daaruit volgt dat het eerste en het derde onderdeel van het tweede middel niet kan worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt artikel 11, 2°, van de wet van 13 juni 1997 « tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels », in zoverre dat artikel 11, 2°, artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1996 tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 bekrachtigt, met toepassing van de twee voormelde wetten;

2. vernietigt artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 16 december 1996, bekrachtigd bij de voormelde wet van 13 juni 1997;

3. vernietigt artikel 12 van de voormelde wet van 13 juni 1997;

4. verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 juli 1998, door de voormelde zetel, waarin rechter M. Bossuyt voor de uitspraak is vervangen door rechter G. De Baets, overeenkomstig artikel 110 van de voormelde wet.

De griffier,  
L. Potoms

De voorzitter,  
M. Melchior

### SCHIEDSHOF

D. 98 — 1939

[C — 98/21298]

#### Urteil Nr. 86/98 vom 15. Juli 1998

Geschäftsverzeichnisnummer 1211

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 11 Nr. 2 (teilweise) und 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen ergangen sind», erhoben von J. Lixon und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, J. Delruelle, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### *I. Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 8. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. Dezember 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 11 Nr. 2, soweit er Artikel 68 § 2 Absatz 3 und § 5 des Gesetzes vom 30. März 1994 in der durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 abgeänderten Fassung und Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 bestätigt, und 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen ergangen sind» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Juni 1997) erhoben von J. Lixon, wohnhaft in 6110 Montigny-le-Tilleul, rue de Gozée 657, G. Radermacher, wohnhaft in 1030 Brüssel, avenue J. Stobbaerts 13, J. Smets, wohnhaft in 1040 Brüssel, place des Carabiniers 10, M. Cuhe, wohnhaft in 7322 Pommeroeul, place du Hautchamp 19, J.P. Couneson, wohnhaft in 7030 Saint-Symphorien, rue Antheunis 41, R. Lacus, wohnhaft in 1653 Dworp, Kerkstraat 147, und der VoE Fédération des préretraités et retraités, mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue d'Arenberg 44/23.

#### *II. Verfahren*

Durch Anordnung vom 9. Dezember 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 19. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— K.-H. Haddenbrock, wohnhaft in 51065 Köln (Bundesrepublik Deutschland), Holsteinstraße 6, mit am 27. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— C. Reuterskiold, wohnhaft in 1310 La Hulpe, avenue Ernest Solvay 106, mit am 27. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 4. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 24. Februar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— den klagenden Parteien, mit am 24. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief;

— dem Ministerrat, mit am 27. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 27. Mai 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 8. Dezember 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. Juni 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 28. Mai 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. Juni 1998

— erschienen

. RA J. Van Steenwinckel, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA F. Lettany loco RA R. Tournicourt, in Brüssel zugelassen, für K.-H. Haddenbrock und C. Reuterskiold,

. RA J.-L. Jaspas und R. A. K. Winters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter R. Henneuse und M. Bossuyt Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

- A -

A.1. Vor der Darlegung der zur Unterstützung ihrer Klage angeführten Klagegründe beschreiben die klagenden Parteien die Vorgeschichte der von ihnen angefochtenen Bestimmungen, sowohl auf Ebene der Entwicklung der Texte als auch der verschiedenen diesbezüglichen Rechtsverfahren.

Der Ministerrat beschreibt seinerseits den allgemeinen und besonderen Kontext des angefochtenen Gesetzes, nämlich einerseits das Bemühen um eine Senkung des Defizits der öffentlichen Finanzen — insbesondere, insofern es die Teilnahme Belgiens an der Wirtschafts- und Währungsunion gefährden würde — und andererseits die Bedrohung, die auf der gesetzlichen Pensionsregelung lastet, und die Idee der Solidarität unter den Pensionisten, die der betreffenden Abgabe zugrunde liegt.

#### *In bezug auf den ersten Klagegrund*

A.2. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 6 Absatz 1 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention sowie Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention. Dieser Klagegrund ist in drei Teile aufgegliedert.

#### *In bezug auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds*

A.3.1. In diesem ersten Teil des Klagegrunds wird angeführt, die Artikel 11 Nr. 2 und 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 verstießen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 6 Absatz 1 und 14 der obengenannten Europäischen Konvention.

A.3.2. Im Lichte der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in bezug auf Streitfälle betreffend Sozialleistungen fielen sowohl die Zahlung der Pension als auch die strittige Abgabe in den Anwendungsbereich des Begriffs «zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen» im Sinne von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Konvention.

Die rückwirkende Ausdehnung des Anwendungsbereiches der Abgabe — auf das vor dem 1. Januar 1995 gezahlte Kapital — und die Gültigerklärung der zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 vom Landespensionsamt durchgeführten gesetzwidrigen Abgaben verstießen gegen das im vorerwähnten Artikel 6 festgeschriebene Recht auf einen gerechten Prozeß und auf die Gleichheit der Mittel; sie stellten nämlich eine unannehmbare Einmischung der gesetzgebenden Gewalt in die Rechtspflege dar, mit dem Ziel, den gerichtlichen Ablauf der Streitfälle, in denen das Landespensionsamt als Partei aufträte, zu beeinflussen. Es liege eine Verletzung der Gewaltentrennung, der Gleichheit der Bürger vor den Höfen und Gerichten, der Rechtssicherheit und der Gleichheit der Mittel der Verfahrensparteien vor, ohne daß die sich daraus für gewisse Rechtsunterworfenen ergebende ungleiche Behandlung vernünftig gerechtfertigt sei. Sowohl der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte als auch der Schiedshof hätten solche Verhaltensweisen bereits mißbilligt.

A.4.1. In der Hauptsache stellt der Ministerrat die Anwendbarkeit von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Konvention auf die vorliegende Rechtssache in Abrede, insofern es der von den klagenden Parteien angeführten europäischen Rechtsprechung je nach Fall an Erheblichkeit mangle — da sie sich nicht auf die Erhebung von Sozialbeiträgen beziehe, sondern auf die Zahlung von Leistungen — oder sie nuancierter sei, als es die Kläger vorgäben. Insofern die betreffende Abgabe nicht unmittelbar zu einer Teilnahme an einem System der sozialen Sicherheit gehöre, sondern der Kategorie der vermögensrechtlichen Verpflichtungen zuzurechnen sei, die gemäß dem Europäischen Gerichtshof «in den Bereich der Steuergesetzgebung falle oder aber zu den normalen Verpflichtungen des Bürgers in einer demokratischen Gesellschaft gehört», und nicht die Existenzmittel der Kläger bedrohe, könne Artikel 6 der Europäischen Konvention nicht auf die diesbezüglichen Streitfälle Anwendung finden.

A.4.2. Hilfsweise hebt der Ministerrat hervor, daß die durch den angefochtenen Artikel 11 Nr. 2 vorgenommene Bestätigung des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 durch die Ermächtigungsgesetze von Juli 1996 vorgesehen worden sei und daß der Gesetzgeber auf diese Weise die Übereinstimmung des obengenannten königlichen Erlasses mit dem Willen des Gesetzgebers bestätige. Die Prüfung der Rechtsprechung des Hofes zeige, daß es keinen allgemeinen Grundsatz zur Verurteilung der Wirksamklärungen durch Gesetz gebe, da die Prüfung der Zielsetzung des Gesetzgebers jeweils von Fall zu Fall erfolgen müsse.

Es sei darauf hinzuweisen, daß der Hof bei dieser Prüfung der Rechtsunsicherheit Rechnung trage, die sich aus unterschiedlichen Bewertungen der Rechtsprechungsorgane im Zusammenhang mit der Gesetzmäßigkeit der Erlasses, den Erfordernissen des öffentlichen Dienstes, den Finanz- und Verwaltungsschwierigkeiten sowie der Beschaffenheit der Gesetzwidrigkeiten — in bezug auf den Inhalt oder die Form —, die auf der für wirksam erklärten Handlung lasteten, ergebe. Nachdem der Ministerrat die verschiedenen Rechtsprechungs-, Gerichts- und Verwaltungsverfahren, die sich mit den königlichen Erlassen vom 28. Oktober 1994 und 16. Dezember 1996 befaßten, sowie die verschiedenen angeblichen Gesetzwidrigkeiten — in bezug auf die Form, den Inhalt und die Zuständigkeit — für die besagten Erlasse aufgelistet hat, schlußfolgert er, daß «die Rechtsprechung auf unterschiedlichste Weise geurteilt hat» und daß nicht inhaltliche Argumente, sondern Verfahrensargumente oder solche, die auf der Nichtzuständigkeit der vollziehenden Gewalt beruhten, aufgegriffen worden seien.

Die Gründe der Wirksamklärungen durch Gesetz werden anschließend angeführt. Zunächst sei es darauf angekommen, der Rechtsunsicherheit abzuwehren, die durch die «Verschiedenartigkeit der Urteile» entstanden sei. Sodann habe man die Haushaltsauswirkungen der etwaigen Verpflichtung zur Rückzahlung gewisser Abgaben und die sich daraus ergebende Gefährdung des Beitritts zum Euro vermeiden wollen; außerdem wird die Sorge vorgetragen, die finanzielle Lebensfähigkeit der gesetzlichen Pensionsregelungen nicht zu gefährden. Schließlich sei es darum gegangen, eine Ungleichheit unter den Pensionisten zu vermeiden, wenn einige die Erstattung der erhaltenen Beträge erhielten und andere nicht. Nach Darstellung des Ministerrates rechtfertigten diese Gründe die durch den Gesetzgeber vorgenommene Wirksamklärung der zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 eingenommenen Beiträge.

A.5. Nach Darstellung der klagenden Parteien könne keine der durch die Regierung während der Vorarbeiten angeführten Begründungen die im Klagegrund dargelegte Diskriminierung rechtfertigen.

Die Sorge um eine Beendigung der Rechtsunsicherheit infolge der unterschiedlichen Entscheidungen der Rechtsprechung entspreche nicht der Wahrheit, insofern die Rechtsprechung praktisch einhellig die These der Kläger unterstütze; außerdem ergebe sich die Gesetzwidrigkeit des königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1994 für die meisten

Rechtsprechungsorgane nicht aus einem Formfehler, sondern aus einem inhaltlichen Fehler, nämlich der Nichteinhaltung von Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994. Die angefochtenen Bestimmungen würden hingegen selbst die Rechtsunsicherheit schaffen, insofern die Rechtssicherheit voraussetze, daß der Inhalt eines Rechtes und seine Folgen zu dem Zeitpunkt, wo eine Handlung durch einen Rechtsunterworfenen vorgenommen werde, vorhersehbar seien.

Das aus den Auswirkungen einer etwaigen Rückzahlung auf den Haushalt und insbesondere deren Auswirkung auf den Beitritt Belgiens zur Wirtschafts- und Währungsunion abgeleitete Argument sei ebensowenig glaubwürdig, sowohl an sich — da das Defizit auf 2,1 Prozent des Bruttoinlandsproduktes herabgesetzt worden sei, obschon die Schwelle für die Teilnahme am Euro auf 3 Prozent festgesetzt worden sei — als auch wegen der Geringfügigkeit der Rückzahlung in Anbetracht des Haushaltes für die soziale Sicherheit, die auf 0,1 Prozent des besagten Haushaltes veranschlagt sei. Außerdem sei darauf hinzuweisen, daß nur der ordnungswidrige Teil dieser Abgaben zurückgezahlt werden müsse, nämlich die Abgaben auf die vor dem 1. Januar 1995 gezahlten Kapitalsummen. Schließlich sei hervorzuheben, daß die somit zurückgezählten Beträge auf Seiten der Empfänger Anlaß zu einer Besteuerung und damit zur teilweisen Wiedererlangung der besagten Rückzahlungen durch den Staat geben würden.

*In bezug auf den zweiten und dritten Teil des ersten Klagegrunds*

A.6.1. Der zweite Teil dieses Klagegrunds ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 dieser Konvention abgeleitet, insofern diese Bestimmungen es untersagen würden, daß einer Kategorie von Bürgern ein Recht entzogen werde, das Bestandteil ihres Vermögens sei.

Indem die angefochtenen Bestimmungen eine Abgabe für das vor dem 1. Januar 1995 gezahlte Kapital einführen, beeinträchtigen sie das Eigentumsrecht der Kläger, insofern dieses Kapital zum Bestandteil des Vermögens der Empfänger geworden sei, nachdem es zum Zeitpunkt der Zahlung Gegenstand ihrer endgültigen steuerlichen und steuerähnlichen Regelung gewesen sei.

A.6.2. Der dritte Teil des ersten Klagegrunds ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 6 Absatz 1 und 14 dieser Konvention abgeleitet.

Nach Darstellung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte stelle eine Forderung ein Eigentum im Sinne des obengenannten Artikels 1 dar, insofern eine rechtmäßige Hoffnung bestehe, daß diese Forderung Wirklichkeit werde. Das Eingreifen des Gesetzgebers laufe darauf hinaus, den Klägern ihre Forderung bezüglich des als Solidaritätsbeitrag auf den vor dem 1. Januar 1995 einbehaltenen Teil der Pension zu entziehen, wobei sowohl der Staatsrat als auch die Arbeitsgerichte dazu neigten, die Gesetzwidrigkeit dieser Abgabe anzuerkennen.

A.7.1. Der Ministerrat stellt in der Hauptsache die Zuständigkeit des Hofes, über diese beiden Teile zu befinden, in Abrede, insofern keine Diskriminierung nachgewiesen sei und der Hof daher gebeten werde, sich in Wirklichkeit über einen direkten Verstoß gegen internationale Normen zu äußern.

A.7.2. In bezug auf den zweiten Teil bestreitet der Ministerrat hilfsweise das eigentliche Bestehen einer Diskriminierung. Die Berücksichtigung des vor dem 1. Januar 1995 gezahlten Kapitals, und a fortiori desjenigen, das vor dem 1. Januar 1997 gezahlt worden sei, sei gerade durch die Sorge zu erklären, eine gleiche Behandlung der verschiedenen Kategorien von Pensionisten zu gewährleisten.

A.7.3. In bezug auf diese beiden Teile stellt der Ministerrat ebenfalls hilfsweise die Anwendbarkeit von Artikel 1 des Zusatzprotokolls in Abrede.

In bezug auf den zweiten Teil wird geltend gemacht, daß keine Beeinträchtigung des Eigentums der klagenden Parteien vorliege. Von dem Kapital, das die Pensionisten erhalten hätten, werde nämlich nichts abgezogen, denn dieses Kapital werde nur berücksichtigt, um die Berechnungsgrundlage des Solidaritätsbeitrags zu ermitteln, wobei dieser nur zu entrichten sei, wenn die Berechnungsgrundlage einen bestimmten Betrag übersteige, und nicht zu entrichten sei, wenn der Pensionist keine andere Pensionszahlung erhalte.

In bezug auf den dritten Teil wird angeführt, daß die betreffende Forderung — die sich auf die gemäß den geltenden Vorschriften vorgenommenen Abgaben beziehe — nicht die erforderlichen Merkmale in bezug auf Artikel 1 erfülle, nämlich eine aktuelle und einforderbare, entstandene und nachgewiesene Forderung zu sein. Außerdem könnten die Pensionisten nur schwerlich vorgeben, eine rechtmäßige Hoffnung gegenüber dem belgischen Recht zu haben.

A.7.4. Noch mehr hilfsweise, selbst in der Annahme, der Gesetzgeber habe das Eigentum oder die rechtmäßigen Hoffnungen der Pensionisten beeinträchtigt — *quod non* —, werde nicht gegen Artikel 1 verstoßen. Einerseits sei das Ziel des Beitrags nicht Bestandteil des in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten öffentlichen Interesses, und andererseits stelle der strittige Solidaritätsbeitrag eine Abgabe dar, die der Staat aufgrund von Absatz 2 derselben Bestimmung einführen könne.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund*

A.8. Dieser zweite Klagegrund ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet; er ist in drei Teile aufgliedert.

*In bezug auf den ersten Teil des zweiten Klagegrunds*

A.9. Im ersten Teil wird die Diskriminierung zwischen den Empfängern eines als zusätzliche Pension geltenden Vorteils angeführt, je nachdem, ob dieser Vorteil in Form von Kapital vor dem 1. Januar 1997 oder in Form einer Rente gezahlt worden ist. Nacheinander werden die angewandten Umrechnungstabellen (A.10), das Fehlen einer zeitlichen Beschränkung der fiktiven Rente (A.11) sowie die fiktive Verschiebung des Datums der Kapitalzahlung auf das Datum des Inkrafttretens der gesetzlichen Pension (A.12) kritisiert.

A.10.1. Die klagenden Parteien führen zunächst an, die Anwendung der für Arbeitsunfälle im öffentlichen Sektor geltenden Tabellen bei der Umsetzung des Kapitals in eine fiktive Rente führe zu überhöhten fiktiven Renten — in Höhe von 10 bis 20 Prozent — im Vergleich zu den tatsächlichen Renten, auf die der Betreffende Anspruch gehabt hätte, wenn sein Vorteil ihm nicht in Form von Kapital ausgezahlt worden wäre. Der königliche Erlass vom 25. April 1997 habe die vorgenannten Tabellen durch die für Lebensversicherungen geltenden Tabellen ersetzt, jedoch erst ab dem 1. Juli 1997, so daß die angeführte Diskriminierung für den Zeitraum vom 1. Januar 1995 bis zum 30. Juni 1997 fortbestehe.

A.10.2. Der Ministerrat verweist zunächst auf die vorstehend dargelegte Argumentation, um die Wirksamklärung der vorherigen Abgaben, die aufgrund der angefochtenen Bestimmungen vorgenommen worden seien, zu rechtfertigen.

Sodann rechtfertigt er die ursprüngliche Entscheidung für das im Bereich der Arbeitsunfälle geltende Umsetzungssystem (königlicher Erlaß vom 24. März 1994) durch die Tatsache, daß dieser königliche Erlaß bereits im Pensionsbereich anwendbar gewesen sei; in jedem Fall sei hervorzuheben, daß die Entscheidung für einen Umsetzungsmodus einerseits der Ermessensbefugnis der Regierung oder des Gesetzgebers unterliege und daß dieser Umsetzungsmodus andererseits die Pensionisten, die ein Kapital erhielten, im Vergleich zu denjenigen, die eine Rente erhielten, nicht benachteilige.

A.11.1. Neben dem angewandten Umsetzungssystem kritisieren die klagenden Parteien außerdem das Fehlen einer zeitlichen Beschränkung der fiktiven Rente.

Da das als zusätzliche Pension gezahlte Kapital auf der Grundlage der Anzahl der vermuteten Überlebendjahre des Betroffenen berechnet werde, habe der Steuergesetzgeber zu Recht die Besteuerung der fiktiven Rente, die diesem Kapital entspreche, zeitlich beschränkt (je nach Fall zehn oder dreizehn Jahre), was die königlichen Erlasse von 1994 und 1996 nicht getan hätten. Artikel 13 Nr. 2 behebe diese Diskriminierung, jedoch erst ab dem 1. Juli 1997, so daß diese Diskriminierung für den Zeitraum zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 30. Juni 1997 bestehen bleibe.

A.11.2. Der Ministerrat stellt in der Hauptsache das Interesse der klagenden Parteien in Abrede, in Anbetracht der Tatsache, daß die Verwaltung während des strittigen Zeitraums (vom 1. Januar 1995 bis zum 30. Juni 1997) keinerlei Abgabe auf der Grundlage des vor dem 1. Januar 1981 gezahlten Kapitals vorgenommen habe, da sie nicht über Informationen in bezug auf das vor diesem Datum gezahlte Kapital verfügt habe.

Hilfsweise führt der Ministerrat das Fehlen einer Diskriminierung an; wenn der Pensionist sich für die Kapitalisierung anstelle der Rente entscheide, gehe er freiwillig ein Risiko ein, wobei seine Wahl sich je nach seiner tatsächlichen Lebensdauer im Vergleich zur Lebenserwartung als mehr oder weniger günstig erweisen könne.

A.12.1. Die klagenden Parteien kritisieren schließlich die fiktive Verschiebung des Datums der Kapitalzahlung auf das Datum des Inkrafttretens der gesetzlichen Pension, was eine deutliche Erhöhung des Betrags der fiktiven Rente und somit der Solidaritätsabgabe zur Folge habe. Diese Diskriminierung sei durch Artikel 13 Nr. 1 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 aufgehoben worden, jedoch erst ab dem 1. Juli 1997, so daß sie für den Zeitraum zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 30. Juni 1997 bestehen bleibe.

A.12.2. Gemäß dem Ministerrat gleiche diese Bestimmung die Tatsache aus, daß die Abgabe, die nur aufgrund der gesetzlichen Pension und nicht aufgrund des Kapitals vorgenommen werden könne, nicht bereits bei der Einzahlung des Kapitals habe vorgenommen werden können.

#### *In bezug auf den zweiten und dritten Teil des zweiten Klagegrunds*

A.13.1. Im zweiten Teil dieses Klagegrunds wird die Diskriminierung angeführt, die zwischen den Empfängern des nach dem 31. Dezember 1996 gezahlten Kapitals einer Gruppenversicherung oder eines Pensionsfonds und den Empfängern eines vor dem 1. Januar 1997 gezahlten Kapitals vorgenommen werden soll. Der dritte Teil hingegen beruft sich auf die Diskriminierung zwischen den Empfängern eines vor dem 31. Dezember 1996 gezahlten Kapitals und den Empfängern einer realen Rente, wenn das Kapital vor dem Inkrafttreten der gesetzlichen Pension gezahlt wurde.

A.13.2. Artikel 68 § 5 des Gesetzes vom 30. März 1994 in seiner durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 abgeänderten Fassung, der durch den angefochtenen Artikel 11 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestätigt werde, habe ein neues System eingeführt, das nunmehr in der Erhebung einer Abgabe auf das Kapital und nicht mehr auf eine fiktive Rente bestehe.

A.13.3. Während die Abgabe sich in diesem neuen System auf das volle Kapital beziehen werde, werde sie für die Empfänger eines vor dem 1. Januar 1997 gezahlten Kapitals nur die monatlichen Beträge betreffen, für die sie tatsächlich eine gesetzliche Pension erhielten, wobei diese im übrigen unter gewissen Umständen (Überschreitung der zulässigen Einkommenshöchstgrenze) ausgesetzt werden könne.

A.13.4. Ebenfalls (dritter Teil) werde dem Empfänger eines Kapitals, wenn dieses vor dem Datum der gesetzlichen Pension gezahlt werde, beispielsweise im Falle des Vorruhestandes, der Solidaritätsbeitrag vom gesamten Kapital einbehalten, und zwar bei dessen Eingang, während dem Empfänger einer realen Rente die Abgabe erst ab dem Datum der Pension einbehalten werde.

A.14. Der Ministerrat unterstreicht zunächst den Mangel an Interesse der ersten sechs Kläger.

In bezug auf den zweiten Teil verweist er einerseits darauf, daß der Gesetzgeber berechtigt sei, eine Gesetzgebung zu ändern, wenn er dies für zweckdienlich und nützlich erachte, und andererseits darauf, daß die unterschiedliche Behandlung gerechtfertigt sei.

In bezug auf den dritten Teil wird angeführt, daß es sich bei den Empfängern eines Kapitals und den Empfängern einer realen Rente um objektiv unterschiedliche Kategorien handle. Für die ersteren werde das Kapital, nachdem die Kapitalabgabe einbehalten worden sei, nur für die Festsetzung des auf die gesetzliche Pension anwendbaren Satzes (0 bis 2 Prozent) berücksichtigt. Für die letztgenannten würden die Abgaben aus konkreten Gründen der Erhebung ab dem Inkrafttreten der gesetzlichen Pension vorgenommen, jedoch ohne zeitliche Einschränkung. Der Unterschied im Gesamtbetrag der Abgaben für die beiden Systeme werde von der tatsächlichen Lebensdauer des Empfängers im Vergleich zu seiner Lebenserwartung abhängen — übersteige die tatsächliche Lebensdauer die Lebenserwartung, so wirke sich der Unterschied zum Vorteil der Empfänger eines Kapitals aus, und im gegenteiligen Fall für die Empfänger einer Rente.

#### *Schriftsätze der intervenierenden Parteien C. Reuterskiold und K.-H. Haddenbrock*

A.15. In bezug auf ihr Interesse, vor dem Hof aufzutreten, führen beide Parteien das Verfahren an, das sie vor dem Arbeitsgericht Nivelles eingereicht hätten; im Rahmen dieser Verfahren führe das Landespensionsamt die Artikel 11 Nr. 2 und 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 an, um die von diesen Parteien angefochtenen Abgaben zu rechtfertigen. Die Nichtigerklärung der vorstehend erwähnten Bestimmungen durch den Hof würde für das Landespensionsamt die Verpflichtung zur Folge haben, die genannten Abgaben zu erstatten, was das Interesse von C. Reuterskiold und K.-H. Haddenbrock an einer Intervention begründe.

A.16. Zur Hauptsache führen die intervenierenden Parteien an, daß der ursprüngliche Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 zur Folge gehabt habe, daß das vor dem 1. Januar 1995 gezahlte Kapital der Solidaritätsabgabe nicht unterworfen gewesen sei. In Verbindung mit Artikel 15 des Ermächtigungsgesetzes vom 26. Juli 1996 — wobei dem König die Verpflichtung auferlegt worden sei, die durch die Pensionsempfänger vor dem Inkrafttreten des obengenannten Gesetzes erworbenen Rechte zu achten — ergebe sich daraus, daß der königliche Erlaß vom 16. Dezember 1996 die Solidaritätsabgabe nicht auf alle Pensionen und sonstigen Vorteile habe ausdehnen dürfen, ungeachtet des Datums ihres Inkrafttretens oder ihrer Auszahlung.

Die Bestätigung dieses gesetzwidrigen Erlasses durch den Gesetzgeber habe zur Folge, daß den Bürgern das Recht entzogen werde, eine Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat einzureichen, sowie das Recht, die Anwendung von Artikel 159 der Verfassung geltend zu machen, und ihnen somit auf diskriminierende Weise wesentliche Rechtsprechungsgarantien vorenthalten würden.

Der Gesetzgeber führe in bezug auf diese Bestätigung im wesentlichen haushaltsmäßige Rechtfertigungen an, nämlich die Sorge um die Vermeidung der etwaigen Verpflichtung zur Rückzahlung gewisser Abgaben. Eine solche Rechtfertigung setze voraus, daß der Gesetzgeber im Grunde das Recht der Pensionisten auf die Rückzahlung der genannten Abgaben anerkenne.

A.17. Der Ministerrat bestreitet zunächst das Interesse der intervenierenden Parteien am Klagegrund, insofern sie nicht fristgemäß eine Klage beim Staatsrat gegen den königlichen Erlaß vom 16. Dezember 1996 eingereicht hätten; der Verlust dieser Rechtsprechungsgarantie sei also in der Zeit vor dem Gesetz vom 13. Juni 1997 zustande gekommen. Überdies sei hervorzuheben, daß die Bestätigung des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 durch die Ermächtigungsgesetze vorgesehen gewesen sei und daß die Rechtsprechung des Hofes solche Bestätigungen zulasse, da sie es dem Gesetzgeber gestatteten, die Kontrolle über die Ausübung der Befugnisse, die er der vollziehenden Gewalt anvertraue, zu verstärken.

- B -

#### *Die fraglichen Bestimmungen*

B.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigkeitsklärung der Artikel 11 Nr. 2 und 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen ergangen sind». Der vorgenannte Artikel 11 Nr. 2 wird nur insofern angefochten, als er einerseits Artikel 68 § 2 Absatz 3 und § 5 des Gesetzes vom 30. März 1994 in der durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 abgeänderten Fassung und andererseits Artikel 2 dieses königlichen Erlasses bestätigt.

#### *Die Vorgeschichte*

B.2. Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 «zur Festlegung sozialer Bestimmungen» hat eine gemeinhin «Solidaritätsbeitrag» genannte Abgabe auf die gesetzlichen Alters-, Ruhe-, Anciennitäts- und Hinterbliebenenpensionen sowie auf andere als Pension geltende oder zur Ergänzung der Pension bestimmte Vorteile eingeführt. Er bestimmt insbesondere die Höhe dieser Abgabe und ermächtigt dem König dazu, die spezifischen Regeln festzulegen, nach denen die Abgabe zu entrichten ist.

Artikel 68 Absatz 2 bestimmte die zeitliche Anwendung der Solidaritätsabgabe — diese soll «ab dem 1. Januar 1995 auf die Pensionen und anderen Vorteile, die vom selben Tag an zur Auszahlung gelangen, entrichtet werden».

B.3.1. Am 28. Oktober 1994 wurde der königliche Erlaß «zur Durchführung von Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen» angenommen.

Dieser königliche Erlaß wurde am 29. Dezember 1994 im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht, d.h. nach der am 23. Dezember 1994 erfolgten Veröffentlichung des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 zur Festlegung sozialer und verschiedener Bestimmungen, welches die Zuständigkeit des Königs erweitert, ohne den Anwendungsbereich von Artikel 68 des vorgenannten Gesetzes vom 30. März 1994 zu ändern.

In Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1994 werden mehrere Begriffe definiert, darunter (b) der «zusätzliche Vorteil»: «jeder Vorteil zur Ergänzung einer Pension [...] ohne Rücksicht darauf, ob es sich dabei um regelmäßig oder aber in Form von Kapital ausgezahlte Vorteile handelt». Er bestimmt nicht, daß dieses Kapital ab dem 1. Januar 1995 ausgezahlt sein muß.

Artikel 4 § 2 bestimmt folgendes:

«Wenn eine Pension und/oder ein zusätzlicher Vorteil in Form von Kapital ausgezahlt wurde, erfolgt die Umsetzung in eine fiktive Rente folgenderweise.

Die Umsetzung erfolgt durch Teilung des Kapitalbetrags durch einen Koeffizienten, der gemäß den bei der Umsetzung in Kapital von Arbeitsunfallrenten im öffentlichen Dienst geltenden Tabellen dem Alter des Betroffenen am Tag der Auszahlung des Kapitals entspricht. Wenn keine einmalige Auszahlung des Kapitals erfolgt, wird bei jeder Teilzahlung eine Umsetzung vorgenommen. Wenn die Pensionsberechtigung zum Zeitpunkt der Auszahlung des Kapitals noch nicht eingetreten ist, wird das Alter des Betroffenen zum Zeitpunkt der Auszahlung des Kapitals für die Umsetzung durch das Alter zum Zeitpunkt des Eintritts der Pensionsberechtigung ersetzt.

[...]»

B.3.2. Der königliche Erlaß vom 28. Oktober 1994 war Gegenstand einer Klage vor dem Staatsrat, die durch mehrere Pensionisten sowie durch die in der vorliegenden Rechtssache klagende Vereinigung ohne Erwerbszweck erhoben wurde.

B.4. Am 26. Juli 1996 wurden zwei Gesetze verabschiedet, das eine «zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion», das andere «zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen».

Diese Gesetze ermächtigen den König dazu, die Pensionsgesetzgebung zu ändern: Artikel 3 des erstgenannten Gesetzes ermächtigt ihn zum Ergreifen von Maßnahmen, um «das finanzielle Gleichgewicht der Systeme der sozialen Sicherheit zu gewährleisten»; Artikel 15 des letztgenannten Gesetzes ermächtigt ihn dazu, «Änderungen an den Finanzierungstechniken vorzunehmen, insbesondere an der Regelung bezüglich der Solidaritätsabgabe». Die beiden Gesetze sehen die Bestätigung der auf ihrer Grundlage ergangenen Erlasse vor.

B.5.1. Der König hat aufgrund dieser zweifachen Ermächtigung am 16. Dezember 1996 einen königlichen Erlaß zur Abänderung des Gesetzes vom 30. März 1994 angenommen. Dieser Erlaß hat im wesentlichen einen doppelten Gegenstand.

B.5.2. Einerseits, wie aus dem Bericht an den König (Belgisches Staatsblatt vom 24. Dezember 1996, S. 32009) hervorgeht, ist sein Artikel 1 «die Neufassung von Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 [...], wobei alle grundlegenden Begriffe erfaßt werden, die bisher sowohl im heutigen Artikel 68 als auch im vorgenannten königlichen Erlaß vom 28. Oktober 1994 enthalten sind. [Er] fügt [...] in dasselbe Gesetz die neuen Artikel 68bis bis 68quinquies ein, die gewisse Bestimmungen dieses königlichen Erlasses übernehmen [...]».

Unter den im neuen Artikel 68 § 1 genannten Definitionen ist für den Begriff «zusätzlicher Vorteil» eine Definition aufgeführt worden, die im wesentlichen mit derjenigen identisch ist, die im königlichen Erlaß vom 28. Oktober 1994 enthalten ist; weder diese Bestimmung noch Paragraph 2 bezüglich der Umsetzung der Pensionen und der in Form von Kapital ausgezahlten Vorteile in eine fiktive Rente beschränken die entsprechenden zusätzlichen Vorteile auf diejenigen, die vom 1. Januar 1995 an ausgezahlt worden sind.



Soweit die Klage Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, der durch Artikel 11 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestätigt wurde, betrifft, beschränkt sie sich lediglich auf die Paragraphen 2 Absatz 3 und 5 des neuen Artikels 68, die durch den vorgenannten Artikel eingeführt wurden. Diese Paragraphen bestimmen folgendes:

« § 2. [...]»

Die Umsetzung von Pensionen und zusätzlichen Vorteilen, die in Form eines Kapitals ausgezahlt wurden, in eine fiktive Rente erfolgt durch die Teilung des Kapitals durch einen Koeffizienten, der gemäß den für die Umsetzung in Kapital von Arbeitsunfallrenten im öffentlichen Dienst geltenden Tabellen dem Alter des Begünstigten am Tag der Auszahlung des Kapitals entspricht. Wenn die Pensionsberechtigung zum Zeitpunkt der Auszahlung noch nicht eingetreten ist, wird das Alter des Betroffenen zum Zeitpunkt der Auszahlung des Kapitals für die Umsetzung durch das Alter zum Zeitpunkt des Eintritts der Pensionsberechtigung ersetzt. Der König kann aufgrund der letzten Sterblichkeitstafeln andere Umrechnungstabellen festlegen, die bei der Anwendung dieses Artikels Verwendung finden. Jede Änderung der Umrechnungstabellen führt zur Neufestsetzung der fiktiven Rente.

[...]

§ 5. Der Teil der in Anwendung von § 2 zu entrichtenden Abgabe, der den zusätzlichen Vorteilen entspricht, die nach dem 31. Dezember 1996 in Form eines Kapitals durch belgische Auszahlungsstellen ausgezahlt wurden, wird nicht einbehalten.

Die belgische Auszahlungsstelle eines nach dem 31. Dezember 1996 in Form eines Kapitals ausgezahlten zusätzlichen Vorteils, dessen Betrag über 100 000 Franken liegt, nimmt bei der Auszahlung des Kapitals von Amts wegen eine Einbehaltung vor, die 2 Prozent des Bruttobetrags dieses Kapitals entspricht.

Der in Absatz 2 genannte Prozentsatz von 2 Prozent wird für Kapitalien, deren Bruttobetrag unter 1 000 000 Franken liegt, durch 1 Prozent ersetzt. Dies gilt auch bei Kapitalien, deren Bruttobetrag unter 3 000 000 Franken liegt, wenn sie im Sterbefall ausgezahlt werden.

In dem Monat, der auf die Auszahlung des Kapitals folgt, überweist die Auszahlungsstelle das Aufkommen der in Anwendung der Absätze 2 und 3 durchgeführten Einbehaltung an das Landesamt.

Wenn bei der ersten Auszahlung des endgültigen Betrags einer gesetzlichen Pension, die auf die Auszahlung eines Kapitals folgt, der Prozentsatz der in Anwendung von § 2 durchzuführenden Einbehaltung sich als niedriger erweist als der Prozentsatz der auf das Kapital durchgeführten Einbehaltung, erstattet das Landesamt dem Begünstigten einen Betrag in Höhe der Differenz zwischen einerseits dem Betrag der auf das Kapital durchgeführten Einbehaltung und andererseits jenem Betrag, der sich aus der Multiplikation desselben Kapitals mit dem Prozentsatz der in Anwendung von § 2 durchzuführenden Einbehaltung ergibt. Wenn die Rückerstattung später als sechs Monate nach dem Tag der ersten Auszahlung des endgültigen Betrags einer gesetzlichen Pension erfolgt, schuldet das Landesamt von Rechts wegen dem Begünstigten Verzugszinsen aus dem erstatteten Betrag. Die Verzinsung, die 4,75 Prozent pro Jahr entspricht, läuft ab dem ersten Tag des Monats, der auf den Ablauf der sechsmonatigen Frist folgt. Der König kann den Prozentsatz dieser Verzugszinsen anpassen.

[...]»

B.5.3. Andererseits erklärt der ebenfalls durch die Klage betroffene Artikel 2 des Erlasses vom 16. Dezember 1996 die zwischen dem 11. August 1996 und dem 31. Dezember 1996 vorgenommenen Einbehaltungen für «rechtsgültig durchgeführt». Er bestimmt nämlich folgendes:

«Die Einbehaltungen, die in Anwendung von Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen in der vor seiner Ersetzung durch Artikel 1 geltenden Fassung und in Anwendung des königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1994 zur Durchführung von Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen vom 11. August bis zum 31. Dezember 1996 auf die im vorgenannten Zeitraum ausgezahlten Pensionen durchgeführt wurden, wurden rechtsgültig durchgeführt, soweit die Beträge der durchgeführten Einbehaltungen mit Artikel 1 im Einklang sind. Dasselbe gilt für die Einbehaltungen, die auf Pensionsrückstände durchgeführt werden sollen, welche sich auf den vorgenannten Zeitraum beziehen.»

B.5.4. Wie im Nachstehenden ausgeführt wird, ist der königliche Erlaß vom 16. Dezember 1996 Gegenstand einer Nichtigkeitsklage beim Staatsrat.

B.6. Schließlich bestätigt das Gesetz vom 13. Juni 1997 die königlichen Erlasse, die in Anwendung der zwei vorgenannten Gesetze vom 26. Juli 1996 ergangen sind.

Die Kläger beschränken ihre Klage lediglich auf die Artikel 11 Nr. 2 und 12 dieses Gesetzes.

Artikel 11 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestimmt folgendes:

«Mit Wirkung vom Tag des Inkrafttretens werden bestätigt:

1. [...]

2. [der] königliche Erlaß vom 16. Dezember 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. April 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, in Anwendung der Artikel 15 Nr. 6 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, und der Artikel 2 § 1 und 3 § 1 Nr. 4 und § 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion.»

Wie bereits erwähnt, bestreiten die klagenden Parteien lediglich Artikel 1 — beschränkt auf die Paragraphen 2 Absatz 3 und 5 des neuen Artikels 68 — und Artikel 2 dieses bestätigten königlichen Erlasses.

Artikel 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestimmt übrigens folgendes:

«Die Einbehaltungen, die in Anwendung von Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen in der vor seiner Ersetzung durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, auf den sich Artikel 11 Nr. 2 dieses Gesetzes bezieht, geltenden Fassung und in Anwendung des königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1994 zur Durchführung von Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen vom 1. Januar 1995 bis zum 10. August 1996 auf die im vorgenannten Zeitraum ausgezahlten Pensionen durchgeführt wurden, wurden rechtsgültig durchgeführt, soweit die Beträge der durchgeführten Einbehaltungen mit den Bestimmungen von Artikel 1 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 im Einklang sind. Dasselbe gilt für die Einbehaltungen, die auf Pensionsrückstände durchgeführt werden sollen, welche sich auf den vorgenannten Zeitraum beziehen.»

In Abweichung von Absatz 1 wird der Betrag der fiktiven Rente, der gemäß Artikel 68 § 2 Absatz 3 des vorgenannten Gesetzes vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, ersetzt durch Artikel 1 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 berechnet wird, für die Zeit vom 1. Januar 1995 bis zum 30. Juni 1995 mit dem Schwellenindex, der am Tag der Auszahlung des Kapitals für die Indexierung der Pension verwendet wurde, und wird er den späteren Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepaßt gemäß den Bestimmungen von Artikel 68 § 2 Absatz 5 des vorgenannten Gesetzes vom 30. März 1994 ersetzt durch Artikel 1 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996.»

*Zur Hauptsache*

B.7. Die von den klagenden Parteien vorgebrachten Beschwerden sind zweierlei Art:

— Einerseits beanstanden sie die Gültigerklärung der zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 durchgeführten Einbehaltungen (erster und dritter Teil des ersten Klagegrunds).

— Andererseits beanstanden sie das System der Solidaritätsabgaben, so wie es seit dem 1. Januar 1997 gilt (zweiter Teil des ersten Klagegrunds und der vollständige zweite Klagegrund).

Im Nachstehenden werden beide Beschwerden geprüft.

*Hinsichtlich der Gültigerklärung der zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 durchgeführten Einbehaltungen*

B.8. Den klagenden Parteien zufolge würden Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, der durch Artikel 11 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestätigt wurde, und Artikel 12 dieses Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, in Verbindung mit den Artikeln 6 Absatz 1 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, denn sie «stellen eine unstatthafte Einmischung der gesetzgebenden Gewalt in die Rechtspflege dar, mit dem Ziel, die gerichtliche Lösung der Streitfälle, an denen das Landespensionsamt beteiligt ist, zu beeinflussen»; den klagenden Parteien zufolge wären die fraglichen Bestimmungen also eine «Antastung der Grundsätze der Gewaltentrennung, der Gleichheit der Bürger vor den Höfen und Gerichten, der Rechtssicherheit aufgrund der Vorhersehbarkeit der Rechtsregeln, sowie der Waffengleichheit, die unter den Prozeßparteien existieren muß».

Die intervenierenden Parteien beanstanden ihrerseits die Bestätigung des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, soweit sie zur Folge hätte, daß den Bürgern, die durch den vorgenannten, ihrer Ansicht nach regelwidrigen königlichen Erlaß benachteiligt würden, die Möglichkeit versagt werde, die Nichtigkeitsklärung durch den Staatsrat oder die Nichtanwendung durch die Höfe und Gerichte zu erwirken.

B.9. Die klagenden Parteien weisen darauf hin, was übrigens nicht vom Ministerrat in Abrede gestellt wird, daß die durch Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 eingeführte Solidaritätsabgabe seit der Annahme des königlichen Durchführungserlasses vom 28. Oktober 1994 zahlreiche gerichtliche Verfahren verursacht hat.

Einerseits war dieser königliche Erlaß Gegenstand einer Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat; den klagenden Parteien zufolge gehen die zur Unterstützung der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe insbesondere von dem Verstoß gegen Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994 — soweit er es nicht erlaubt, daß vor dem 1. Januar 1995 ausgezahlte Kapitalien mit der Abgabe belegt werden —, Artikel 105 der Verfassung, den allgemeinen Grundsatz der Nichtrückwirkung, Artikel 3 § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat und die Artikel 10 und 11 der Verfassung aus. Im Bericht des Auditors wurde auf Nichtigkeitsklärung des Erlasses konkludiert. In seinem Urteil vom 29. Juli 1997 hat der Staatsrat die Urteilsfällung ausgesetzt, unter Berücksichtigung der Artikel 11 Nr. 2 und 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 - durch die die zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 durchgeführten Einbehaltungen für rechtsgültig erklärt werden —, und zwar in Erwartung einer vom Hof vorzunehmenden Beurteilung der von den klagenden Parteien in Frage gestellten Verfassungsmäßigkeit der vorgenannten Bestimmungen.

Andererseits haben zahlreiche Pensionisten vor den Arbeitsgerichten Klagen auf Rückerstattung eines Teils der in Anwendung des vorgenannten königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1994 auf ihre Pension durchgeführten Solidaritätseinbehaltungen erhoben; einer der wesentlichsten Klagegründe, die vorgebracht werden, betrifft die vorgenannte Gesetzswidrigkeit des besagten Erlasses angesichts des Artikels 68 des Gesetzes vom 30. März 1994. Es zeigt sich, daß zahlreiche von diesen Verfahren in erster Instanz zur Verurteilung des Staates zur Rückerstattung jenes Teils der Einbehaltungen geführt hat, der den vor dem 1. Januar 1995 ausgezahlten Kapitalien entspricht, und zwar wegen der besagten Gesetzswidrigkeit des königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1994; gegen diese Entscheidungen wurde den Schriftsätzen zufolge Berufung eingelegt.

Schließlich wurde gegen den königlichen Erlaß vom 16. Dezember 1996 auch eine Nichtigkeitsklage beim Staatsrat eingereicht, die zur Zeit anhängig ist.

B.10. Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, der durch Artikel 11 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestätigt wurde, erklärt die zwischen dem 11. August und dem 31. Dezember 1996 durchgeführten Solidaritätseinbehaltungen für «rechtsgültig durchgeführt»; Artikel 12 desselben Gesetzes erklärt ebenfalls die zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 10. August 1996 getätigten Einbehaltungen für gültig.

Diese Bestimmungen wirken sich eindeutig sowohl auf die bereits erledigten als auch auf die noch anhängigen Rechtsverfahren aus.

Einem Grundprinzip der belgischen Rechtsordnung zufolge können richterliche Entscheidungen nur durch Einlegung von Rechtsmitteln bestritten werden. Indem der Gesetzgeber die zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 erfolgten Einbehaltungen generell für gültig erklärt, d.h. auch diejenigen, die Gegenstand einer richterlichen Entscheidung gewesen sind, tut er der Rechtskraft dieser Entscheidung Abbruch.

Hinsichtlich der anhängigen Verfahren vor den Höfen und Gerichten hindert die Gültigerklärung den Richter daran, mit der von ihm festgestellten Regelwidrigkeit der bestrittenen Einbehaltungen Folgen zu verknüpfen.

Was schließlich die Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat gegen den königlichen Erlaß vom 28. Oktober 1994 betrifft, so hat die Gültigerklärung der individuellen Einbehaltungen zur Folge, daß die Kläger Gefahr laufen, ihr Interesse zu verlieren, und wird sie auf jeden Fall eine eventuelle Nichtigkeitsklärung unwirksam machen.

Die Gültigerklärung der aufgrund des königlichen Erlasses vom 28. Oktober 1994 durchgeführten Einbehaltungen hat somit sowohl angesichts der erledigten als auch angesichts der noch anhängigen Rechtsverfahren zur Folge, daß angesichts einer Kategorie von Rechtsunterworfenen wesentlichen Grundsätzen der richterlichen Organisation und — in Verbindung damit — den Rechtsprechungsgarantien, die einem jeden Bürger zustehen, Abbruch getan wird.

B.11. Die Art der betreffenden Grundsätze setzt voraus, daß außergewöhnliche Umstände das Einschreiten des Gesetzgebers, der zum Nachteil einer Kategorie von Bürgern grundlegenden Rechtsprechungsgarantien Abbruch tut, rechtfertigen. Die zur Untermauerung der vorgenannten Bestimmungen angeführten Gründe sind demzufolge zu prüfen.

B.12.1. Aus den Vorarbeiten zu den fraglichen Bestimmungen geht hervor, daß die Gültigerklärungen auf einer dreifachen Erwägung basierten; es ging nämlich darum, «Rechtsunsicherheit» und «negative haushaltsmäßige Auswirkungen» zu vermeiden und zu verhindern, daß unter den Pensionisten Ungleichheiten ins Leben gerufen werden (Bericht an den König, welcher dem königlichen Erlaß vom 16. Dezember 1996 vorausgeht, *Belgisches Staatsblatt* vom 24. Dezember 1996, SS. 32010 und 32011; Parl. Dok., Kammer, 1996-1997, Nr. 925/1, SS. 11 und 13).

B.12.2. Im Zusammenhang mit dem erklärten Bemühen, zu vermeiden, daß Rechtsunsicherheit ins Leben gerufen wird, stellt der Hof fest, daß die Tatsache, daß man rückwirkend die zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 durchgeführten Einbehaltungen jeder Form der Gesetzmäßigkeitskritik entzieht, statt die Rechtssicherheit wiederherzustellen, jedoch zur Folge hat, daß diese zunichte gemacht wird, da den Rechtsuchenden somit das Recht versagt wird, die Gesetzmäßigkeit wiederherstellen zu lassen, was die während des vorgenannten Zeitraums getätigten Einbehaltungen betrifft.

B.12.3. Hinsichtlich des auf den haushaltsmäßigen Auswirkungen beruhenden Argumentes weist der Hof darauf hin, daß dies in den Vorarbeiten folgendermaßen präzisiert wurde:

«Die Gültigerklärung [...] ist ebenfalls unentbehrlich, wenn man die haushaltsmäßigen Auswirkungen vermeiden will, die für die Durchführung des Haushalts 1996 und 1997 aus der eventuellen Verpflichtung, bestimmte Abgaben zurückzuerstatten, hervorgehen könnten. Die vollständige Rückerstattung der Abgaben für die Zeitspanne bis zum 10. August 1996 könnte die Teilnahme Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion beeinträchtigen.» (Parl. Dok., Kammer, 1996-1997, Nr. 925/1, S. 12)

Hinsichtlich des Bemühens, zu vermeiden, daß bestimmte Abgaben zurückerstattet werden müßten — neben dem somit erfolgten, impliziten aber sicheren Hinweis auf die Rechtsverfahren, die den Staat zu solchen Rückerstattungen verpflichten könnten —, kann nicht angenommen werden, daß der Staat sein Haushaltsgleichgewicht auf die Zurückbehaltung unrechtmäßig eingenommener Beträge basiert, geschweige denn, daß er dazu die Rechtsprechungsorgane daran hindert, über die Regelmäßigkeit der Einnahme der besagten Beträge zu befinden. Zum Überfluß weist der Hof darauf hin, daß die Verpflichtung zur Rückerstattung sich nicht auf den gesamten Betrag der zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 eingenommenen Solidaritätsabgaben beziehen würde, sondern ausschließlich auf diejenigen, die unberechtigterweise eingenommen worden sind, insbesondere unter Berücksichtigung der fiktiven Renten, die den vor dem 1. Januar 1995 ausgezahlten Kapitalien und Vorteilen entsprechen.

B.12.4. Schließlich kann das legitime Bemühen, die Gleichheit unter den Pensionisten zu gewährleisten, die grundsätzliche Verletzung der Gleichheit, die durch die fraglichen Bestimmungen angesichts der Rechtsprechungsgarantien zum Nachteil der Pensionisten, die Gegenstand der besagten Einbehaltungen gewesen sind, verursacht wird, nicht rechtfertigen.

B.12.5. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß Artikel 11 Nr. 2 insofern, als er Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 bestätigt, und Artikel 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 ohne vertretbare Rechtfertigung den durch die Verfassung gewährten Rechtsprechungsgarantien Abbruch tun; sie verstoßen demzufolge gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Die angefochtenen Bestimmungen sind somit insofern für nichtig zu erklären, als sie vorsehen, daß die zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 getätigten Einbehaltungen rechtsgültig durchgeführt wurden.

B.12.6. Der Hof hebt hervor, daß der neue Artikel 68 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 30. März 1994, eingefügt durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, der durch Artikel 11 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes bestätigt wurde, am 1. Januar 1997 in Kraft tritt (Artikel 11 Absatz 1 des Gesetzes vom 13. Juni 1997). Diese Bestimmung ist also keineswegs dahingehend auszulegen, daß sie den Solidaritätseinbehaltungen, die zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 durchgeführt wurden, eine rechtliche Grundlage bieten würde. Diese Bestimmung ist somit nicht mit den Mängeln der Verfassungswidrigkeit behaftet, mit denen die Gültigerklärungsmaßnahmen behaftet sind.

B.12.7. Was schließlich die Bezugnahme im ersten Teil des ersten Klagegrunds auf Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention betrifft, stellt der Hof fest, ohne daß es notwendig wäre, zu prüfen, ob diese Bestimmung auf die vorliegende Rechtssache anwendbar ist, daß die klagenden Parteien daraus keinerlei Argument ableiten, welches sich von jenen Argumenten unterscheiden würde, die sie aus den von ihnen angeführten Verfassungsbestimmungen ableiten.

B.13. Im dritten Teil des ersten Klagegrunds machen die Kläger eine Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 14 dieser Konvention geltend, indem sie vorbringen, daß das Einschreiten des Gesetzgebers, durch welches die zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 durchgeführten Einbehaltungen für rechtsgültig erklärt worden seien, darauf abziele, ihnen einen Anspruch auf jenen Teil ihrer Pension zu versagen, der ihnen infolge ungerechtfertigter Einbehaltungen nicht ausgezahlt worden sei, wohingegen die Existenz dieser Forderungen von den Gerichten anerkannt worden sei.

Die Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen, so wie sie sich aus B.12.5 ergibt, hat zur Folge, daß dieser Beschwerdegrund der Kläger gegenstandslos geworden ist.

B.14.1. Im zweiten Teil des ersten Klagegrunds wird eine Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 14 dieser Konvention geltend gemacht.

Die Kläger bringen vor, daß das Eigentumsrecht dadurch beeinträchtigt werde, daß eine aufgrund einer fiktiven Rente berechnete Einbehaltung auferlegt werde, wobei davon ausgegangen werde, daß diese Rente den Kapitalien von Gruppenversicherungen oder Pensionsfonds entspreche, welche vor dem 1. Januar 1997 zur Auszahlung gelangt seien, wohingegen diese Kapitalien in das Vermögen der Begünstigten aufgenommen worden seien. Dabei machen die Kläger insbesondere geltend, daß ganz bestimmt die Begünstigten von vor dem 1. Januar 1995 ausgezahlten Kapitalien davon hätten ausgehen können, daß sie frei über diese Beträge verfügen könnten.

B.14.2. Hinsichtlich der Begünstigten von Kapitalien von Gruppenversicherungen oder Pensionsfonds, die vor dem 1. Januar 1995 ausgezahlt worden sind, weist der Hof auf folgendes hin:

a) Die Solidaritätseinbehaltungen erfolgen nicht aufgrund dieser Kapitalien, sondern lediglich aufgrund der eventuell den Begünstigten monatlich ausgezahlten gesetzlichen Pensionen; es gibt nämlich keine Einbehaltung, wenn keine monatliche gesetzliche Pension gewährt wird, ungeachtet der Höhe des erhaltenen Kapitals.

b) Die durch das Gesetz vom 30. März 1994 eingeführten Solidaritätsabgaben für die Begünstigten öffentlich-rechtlicher Pensionen und für die Begünstigten privatrechtlicher Pensionen, denen keine Kapitalien ausgezahlt worden sind, waren vorher nicht vorhersehbarer als dies seit dem Inkrafttreten des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, der durch Artikel 11 Nr. 2 des vorgenannten Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestätigt wurde, bei der Berücksichtigung — für die Berechnung einer Solidaritätsabgabe auf die monatlich ausgezahlten gesetzlichen Pensionen für die Begünstigten privater Pensionen, denen Kapitalien von Gruppenversicherungen oder Pensionsfonds ausgezahlt wurden — einer fiktiven Rente, die den vorher ihnen ausgezahlten Kapitalien entspricht, der Fall ist.

c) Der Gesetzgeber konnte berechtigterweise davon ausgehen, daß es nicht gerecht wäre, wenn die Begünstigten privater Pensionen, denen Kapitalien von Gruppenversicherungen oder Pensionsfonds ausgezahlt wurden, endgültig von der neu eingeführten Solidaritätsverpflichtung freigestellt würden, obwohl sie neben ihrer gesetzlichen Pension auch jene Vorteile genießen, die sich aus den bereits ausgezahlten Kapitalien ergeben, welche übrigens ausdrücklich zur Ergänzung ihrer gesetzlichen Pensionen bestimmt sind.

Unter Berücksichtigung dieser Elemente urteilt der Hof, daß der Grundsatz der Berücksichtigung einer fiktiven Rente, die den vorher ausgezahlten Kapitalien von Gruppenversicherungen oder Pensionsfonds für die Berechnung — ab dem 1. Januar 1997 — der Solidaritätsabgabe, die auf die monatlich ausgezahlten gesetzlichen Pensionen angewandt wird, entspricht, an sich nicht im Widerspruch zum Gleichheitsgrundsatz steht.

Wohl aber verlangt der Gleichheitsgrundsatz, daß die verschiedenen Kategorien von Rechtsunterworfenen, die von der angefochtenen Maßnahme betroffen sind, gleichermaßen davon betroffen sind. Die entsprechende Prüfung fällt mit der Prüfung des zweiten Klagegrunds zusammen.

B.14.3. Im Gegensatz zu dem, was die Kläger behaupten, wird, was die vor dem 1. Januar 1997 ausgezahlten Kapitalien betrifft — also auch für diejenigen, die vor dem 1. Januar 1995 ausgezahlt worden sind —, das Verfügungsrecht nicht angetastet und handelt es sich nicht um den Entzug des Eigentums selbst. Wie bereits gesagt, dienen diese Kapitalien nämlich nur als Grundlage für die Ermittlung einer fiktiven Rente, aufgrund deren die Solidaritätseinbehaltungen mit Wirkung vom 1. Januar 1997 erfolgen.

Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt, daß der Schutz des Eigentumsrechts «in keiner Weise das Recht des Staates [beeinträchtigt], diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält».

Diese Bestimmung erkennt ausdrücklich die Befugnis der einzelstaatlichen Behörden an, Steuern und sonstige Abgaben zu erheben.

Der Gesetzgeber ist allerdings dazu gehalten, beim Auferlegen steuerlicher Maßnahmen den Gleichheitsgrundsatz zu beachten. Wie im Vorstehenden gesagt wurde, fällt die Prüfung der eventuellen Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung durch die angefochtenen Bestimmungen mit der Prüfung des zweiten Klagegrunds zusammen.

B.15. Dieser zweite Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung durch die angefochtenen Bestimmungen aus und enthält drei Teile.

Im ersten Teil wird die Diskriminierung beanstandet, die zwischen den Begünstigten eines Vorteils, der als zusätzliche Pension dient und vor dem 1. Januar 1997 in Form eines Kapitals ausgezahlt wurde, und denjenigen, die ihn in Form einer Leibrente erhalten, eingeführt worden wäre; es werden anschließend beanstandet: die berücksichtigte Umrechnungstabelle, das Fehlen einer zeitlichen Begrenzung der fiktiven Rente sowie das Wirksamwerden am Pensionsdatum, falls das Kapital vor dem besagten Datum ausgezahlt wird. Unter Berücksichtigung der durch Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 (in Kraft getreten am 1. Juli 1997) vorgenommenen Änderungen beschränken die Kläger ihre Kritik auf den Zeitpunkt vom 1. Januar 1995 bis zum 30. Juni 1997.

Im zweiten Teil wird die Diskriminierung beanstandet, die eingeführt worden wäre unter den Begünstigten eines Kapitals, je nachdem, ob dieses vor oder ab dem 1. Januar 1997 ausgezahlt worden ist; in Anbetracht der durch den neuen Artikel 68 § 5 des Gesetzes vom 30. März 1994 eingeführten Abgabe auf das Kapital werden die Begünstigten eines ab dem 1. Januar 1997 ausgezahlten Kapitals Gegenstand einer Abgabe auf den Gesamtbetrag des Kapitals sein, wohingegen diejenigen, die ein Kapital genießen, das vor dem besagten Datum ausgezahlt wurde, nur Gegenstand der Abgaben auf die monatlichen Beträge sein werden, für die sie tatsächlich eine gesetzliche Pension erhalten.

Der dritte Teil beanstandet schließlich jene Diskriminierung, die eingeführt worden wäre zwischen den Begünstigten eines Kapitals, das ab dem 1. Januar 1997 ausgezahlt worden ist, und den Begünstigten einer wirklichen Rente, in der Annahme, daß das Kapital vor dem Anfangsdatum der gesetzlichen Pension ausgezahlt wurde; während erstere Gegenstand der Abgabe auf den Gesamtbetrag des Kapitals sein werden, werden letztere nur Gegenstand der Abgabe für die monatlichen Beträge sein, für die sie tatsächlich eine gesetzliche Pension empfangen.

B.16. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds kritisiert insbesondere die in den Artikeln 11 Nr. 2 — soweit er Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 bestätigt — und 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 enthaltene Gültigerklärung der zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 durchgeführten Einbehaltungen, wohingegen diese Einbehaltungen angesichts der in diesem Teil des Klagegrunds erhobenen Beschwerden diskriminierend wären.

Da diese Argumentation nicht geeignet ist, zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung zu führen als zu derjenigen, die sich aus der Prüfung des ersten Klagegrunds ergibt, ist der zweite Klagegrund nicht zu prüfen, soweit er sich auf Artikel 11 Nr. 2 — was den vorgenannten Gegenstand betrifft —, und auf Artikel 12 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bezieht.

Demzufolge wird der Hof den zweiten Klagegrund nur insofern prüfen, als er sich auf den neuen Artikel 68 § 2 Absatz 3 und § 5 des Gesetzes vom 30. März 1994, abgeändert durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, der mit Wirkung vom 1. Januar 1997 durch Artikel 11 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 bestätigt wird, bezieht.

Außerdem ist darauf hinzuweisen, daß die angefochtene Regelung, was gewisse Aspekte derselben betrifft, erst mit Wirkung vom 1. Juli 1997 durch Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 durch eine andere Regelung ersetzt wurde. Diese Bestimmung wurde allerdings nicht dem Hof zur Prüfung vorgelegt.

B.17.1. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds beruht auf einem Vergleich der Sachlage, in der sich die Begünstigten eines ab dem 1. Januar 1997 ausgezahlten Kapitals seit der Abänderung von Artikel 68 durch den königlichen Erlaß vom 16. Dezember 1996 befinden, mit der Sachlage der Begünstigten eines Kapitals, welches vor diesem Datum ausgezahlt wurde.

B.17.2. Bei der Einführung der angefochtenen Bestimmungen hat sich der Gesetzgeber dafür entschieden, für die Solidaritätsabgaben in bezug auf Kapitalien von Gruppenversicherungen und Pensionsfonds nicht länger auf das System der fiktiven Umsetzung in eine Rente zurückzugreifen, sondern diese Kapitalien an der Quelle zu besteuern. Einerseits konnte er das letztgenannte System nicht auf jene Kapitalien anwenden, die bereits in der Vergangenheit ausgezahlt worden sind, und andererseits konnte er es berechtigterweise für ungerecht halten, daß diese Kapitalien aus der Vergangenheit nicht bei der Ermittlung des Betrags der Solidaritätsabgabe berücksichtigt werden würden. Er hat für diese Kapitalien die Regelung der Umsetzung in eine fiktive Rente beibehalten können.

B.17.3. Es ist dem System der Umsetzung in eine fiktive Rente und der monatlichen Einbehaltung von der Pension inhärent, daß diese Einbehaltungen nur für jene Monate gelten, in denen man tatsächlich eine Pension bezieht; es ist ebenfalls der Quellenbesteuerung der Kapitalien inhärent, daß diese Kapitalien in ihrer Gesamtheit besteuert werden.

Dem zweiten Teil des zweiten Klagegrunds ist nicht beizupflichten.

B.18.1. Hinsichtlich des ersten und dritten Teils des zweiten Klagegrunds ist in Erinnerung zu rufen, daß Artikel 68 des Gesetzes vom 30. März 1994, die Anwendungsmaßnahmen und die entsprechenden Änderungen einen Solidaritätsmechanismus unter den Pensionisten einführen wollen; dazu wurde eine progressive Einbehaltung eingeführt, die sich auf sämtliche Pensionseinkünfte bezieht und demzufolge sowohl die gesetzlichen Pensionen (und den gleichgestellten Pensionen) als auch die zusätzlichen Vorteile, die zur Ergänzung der gesetzlichen Pensionen bestimmt sind, betrifft.

Da diese zusätzlichen Vorteile in Form eines Kapitals oder in Form eines regelmäßig ausgezahlten Vorteils (d.h. in Form einer Rente) ausgezahlt werden können, ist es angesichts der vorgenannten Zielsetzung der Solidarität gerechtfertigt, daß der Gesetzgeber die beiden Formen der Auszahlung zusätzlicher Vorteile (neuer Artikel 68 § 1 c) mit der Abgabe belegt hat.

B.18.2. Was die in Form eines Kapitals ausgezahlten Vorteile betrifft, kann die Einbehaltung theoretisch entweder unmittelbar aufgrund des ausgezahlten Kapitals oder aufgrund einer fiktiven Rente, die sich aus der Umsetzung des genannten Kapitals ergibt, erfolgen.

Die Entscheidung für das eine oder das andere System hängt von der Beurteilungszuständigkeit des Gesetzgebers ab. Außerdem stellt — wie bereits hervorgehoben wurde — die Änderung der diesbezüglich geführten Politik durch den königlichen Erlaß vom 16. Dezember 1996, der durch das Gesetz vom 13. Juni 1997 bestätigt wurde, — und der sich daraus ergebende Behandlungsunterschied für die Begünstigten eines Kapitals je nachdem, ob es vor oder nach dem 1. Januar 1997 ausgezahlt wurde — an sich keine Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung dar.

B.18.3. In bezug auf die vor dem 1. Januar 1997 in Form eines Kapitals ausgezahlten Vorteile hat der Gesetzgeber sich für jene Technik entschieden, durch welche das besagte Kapital in eine fiktive Rente umgesetzt wird. Hinsichtlich der Kritik in bezug auf die Modalitäten dieser Umsetzung gehören die Wahl der Umrechnungstabelle und der Zeitraum, in dem die fiktiven Renten mit den Abgaben belegt werden, zur Beurteilungszuständigkeit des Gesetzgebers; daraus ergibt sich, daß diese Elemente sich der Prüfung durch den Hof entziehen, abgesehen von einer offensichtlich falschen Beurteilung seitens des Gesetzgebers.

Diese liegt in diesem Fall offenbar nicht vor.

Der Hof weist insbesondere darauf hin, daß die ursprüngliche Wahl der Umrechnungstabelle, die im Bereich der Arbeitsunfälle im öffentlichen Dienst Anwendung findet, mit der Wahl einer Tabelle übereinstimmte, die bereits im Bereich der Pensionen Anwendung findet, und zwar im Bereich der Pensionen des öffentlichen Dienstes (Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 24. März 1994).

Der Hof weist des weiteren darauf hin, daß das Zusammentreffen der Einbehaltung und des Eintritts der gesetzlichen Pensionsberechtigung dadurch gerechtfertigt ist, daß die Solidaritätseinbehaltung erst vom Eintritt der gesetzlichen Pensionsberechtigung an vorgenommen werden kann.

Hinsichtlich des Fehlens — vor dem 1. Juli 1997 — einer zeitlichen Begrenzung der fiktiven Rente weist der Hof schließlich darauf hin, daß der Ministerrat, ohne daß ihm dabei von den Parteien widersprochen wird, dargelegt hat, daß «während des Zeitraums vom 1. Januar 1995 bis zum 30. Juni 1997 die Verwaltung keinerlei Einbehaltung aufgrund der vor dem 1. Januar 1981 ausgezahlten Kapitalien vorgenommen hat».

B.18.4. Was die ab dem 1. Januar 1997 in Form eines Kapitals ausgezahlten Vorteile betrifft, wurde darauf hingewiesen, daß der neue Artikel 68 § 5 des Gesetzes vom 30. März 1994 nunmehr bestimmt, daß die Solidaritätsabgabe unmittelbar auf das Kapital erhoben wird — in Höhe von maximal 2 Prozent —, und zwar durch die Auszahlungsstelle.

Im dritten Teil des Klagegrunds vergleichen die klagenden Parteien die Situation der Begünstigten eines in Form eines Kapitals ausgezahlten Vorteils — wobei die Einbehaltung im oben angegebenen Sinne durchgeführt wird — und derjenigen der Begünstigten eines in Form einer regelmäßig ausgezahlten Rente geleisteten Vorteils.

Der Hof ruft in Erinnerung, daß bei der Berechnung der Solidaritätseinbehaltung die Modalitäten der Berücksichtigung der Kapitalien und der wirklichen Renten zur Beurteilungszuständigkeit des Gesetzgebers gehören und daß diese Elemente sich der Prüfung durch den Hof entziehen, abgesehen von einer offensichtlich falschen Einschätzung des Gesetzgebers.

Diese liegt hier nicht vor. Es ist offensichtlich nicht unverhältnismäßig zu bestimmen, daß die auf die Kapitalien durchzuführende Einbehaltung zu jenem Zeitpunkt durchgeführt wird, wo sie ausgezahlt werden, auch wenn es nicht unmöglich gewesen wäre eine solche Einbehaltung für die Begünstigten zum Zeitpunkt des Erreichens des Pensionsalters anzuwenden. In Anbetracht der komplexen Beschaffenheit der Regelung, die man hätte vorsehen müssen, um die von den Klägern geäußerten Vorwürfe zu vermeiden (Berücksichtigung — bei der Berechnung der Solidaritätsabgabe — der vor dem Pensionsalter eingenommenen wirklichen Renten) ist es außerdem genauso wenig offensichtlich unangemessen, diese wirklichen Renten erst vom Pensionsalter an zu berücksichtigen. Die vom Gesetzgeber ergriffenen Maßnahmen stehen nicht im Widerspruch zum Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung.

B.18.5. Daraus ergibt sich, daß dem ersten und dritten Teil des zweiten Klagegrunds nicht beizupflichten ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt Artikel 11 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen ergangen sind» für nichtig, soweit dieser Artikel 11 Nr. 2 den Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. März 1994 in Anwendung der zwei vorgenannten Gesetze bestätigt;

2. erklärt Artikel 2 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1996, der durch das vorgenannte Gesetz vom 13. Juni 1997 bestätigt wird, für nichtig;

3. erklärt Artikel 12 des vorgenannten Gesetzes vom 13. Juni 1997 für nichtig;

4. weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. Juli 1998, durch die vorgenannte Besetzung, in der der Richter M. Bossuyt bei der Urteilsverkündung gemäß Artikel 110 desselben Gesetzes durch den Richter G. De Baets vertreten wird.

Der Kanzler,  
L. Potoms

Der Vorsitzende,  
M. Melchior

**MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 98 — 1940

[98/14179]

**26 MEI 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juni 1997 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Regie der Luchtwegen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het statuut van de Regie der Luchtwegen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omwerking van het statuut van de Regie der Luchtwegen en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1981, het koninklijk besluit nr. 240 van 31 december 1983 en het koninklijk besluit nr. 425 van 1 augustus 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juni 1997 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Regie der Luchtwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het tussenoverlegcomité van de Regie der Luchtwegen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 1 september 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister voor Ambtenarenzaken, gegeven op 10 maart 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 juni 1997 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Regie der Luchtwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998, wordt onder de rubriek « A. Administratief personeel » de vermelding « aalmozenier 3 » vervangen door de vermelding « aalmoezenier 4 ».

**MINISTERE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 98 — 1940

[98/14179]

**26 MAI 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 juin 1997 fixant le cadre du personnel de la Régie des Voies aériennes**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu le statut de la Régie des Voies aériennes annexé à l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des Voies aériennes et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1981, l'arrêté royal n° 240 du 31 décembre 1983 et l'arrêté royal n° 425 du 1 août 1986;

Vu l'arrêté royal du 17 juin 1997 fixant le cadre du personnel de la Régie des Voies aériennes, modifié par l'arrêté royal du 27 mars 1998;

Vu l'avis motivé du Comité intermédiaire de concertation de la Régie des Voies aériennes;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> septembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 10 mars 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 mars 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 17 juin 1997 fixant le cadre du personnel de la Régie des Voies aériennes, modifié par l'arrêté royal du 27 mars 1998, sous la rubrique « A. Personnel administratif » la mention « aumônier 3 » est remplacée par la mention « aumônier 4 ».